



J E A N V E R H E Y E N

S I N C E 1 9 1 9

CONDITIONS GÉNÉRALES

Introduction

Un contrat haut de gamme pour les habitations,
collections d'objets d'art et contenus de standing.

TailorMade Home offre une couverture de haute qualité de type « Tous Risques sauf », conçue sur mesure pour les particuliers souhaitant assurer dans un même contrat leur habitation, son contenu, des bijoux ou des collections d'objets d'art dans le monde entier. Nos garanties et nos limites d'indemnité sont particulièrement étendues afin de proposer une couverture optimale d'un patrimoine et d'un style de vie.

AXA XL, leader de l'assurance de l'art et de l'art de vivre allie plus de 50 ans d'expérience à la puissance et à la solidité financière de la marque AXA. AXA XL a confié à la S.A. Jean VERHEYEN la qualité de souscripteur mandaté pour son portefeuille belge. L'approche familiale et personnalisée de la société Verheyen est reconnue à travers ses conseils et son expertise depuis 100 ans.

Jean Verheyen s.a.

Sommaire

Introduction	3
--------------	---

Titre 1 – Information importante	6
Les parties au contrat d'assurance	6
Les éléments constitutifs du contrat	6
Vos obligations de déclaration à la conclusion du contrat	7
Vos obligations de déclaration en cours de contrat	8

Titre 2 – Les garanties de votre contrat	9
Chapitre A : Les biens immobiliers	9
Chapitre B : Contenu général	13
Chapitre C : Objets d'art et de collection	19
Chapitre D : Objets précieux, bijoux et montres	22
Chapitre E : Responsabilité civile	23
Exclusions générales	30

Titre 3 – Guide d'indemnisation des sinistres	34
Que faire en cas de sinistre ?	34
Quelles sont les sanctions en cas de non-respect des obligations à respecter en cas de sinistre ?	35
Expertise	35
Quels sont nos engagements en cas de sinistre ?	35
Quelles sont les modalités d'indemnisation ?	36
Que faire en cas de récupération d'objets volés ou perdus ?	37

Sommaire

Titre 4 – La vie du contrat	38
Les obligations de prévention	38
La prime d'assurance	38
Application de la garantie dans le temps	39
Les montants assurés	39
La durée du contrat	39
Correspondance	39
Protection de la vie privée	40
Sanctions	46
Notre droit à subrogation	46
Comment mettre fin au contrat ?	48
En cas de réclamation	48

Titre 5 – Lexique	49
-------------------	----

Titre 1 – Informations importantes

Les parties au contrat d'assurance

Vous (Votre / Vos)

Le Preneur d'assurance, c'est-à-dire la personne morale ou physique qui souscrit le contrat.

Ont par ailleurs la qualité d'assuré :

- les membres de votre entourage,
- votre personnel ainsi que celui de votre entourage dans le cadre de l'exercice de ses fonctions,
- toute autre personne mentionnée comme « assuré » par rapport à cette assurance dans les Conditions Générales ou Particulières,

Sont également considérés comme assurés :

- Pour l'assurance habitation (Titre 2, chapitres A à D et chapitre E.1) :
les mandataires et associés du preneur d'assurance dans l'exercice de leurs fonctions,
- Pour l'assurance Responsabilité Civile Vie privée (Titre 2, chapitre E.2) :
les personnes mentionnées aux pages 25-26 des présentes Conditions Générales.

Nous (Notre / Nos)

Jean VERHEYEN s.a., souscripteur mandaté dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « JEAN VERHEYEN »)
www.verheyen.be

Agissant pour le compte d'AXA XL Insurance Company SE, Succursale des Pays-Bas, dont le siège est sis De Cuserstraat 91 – 1081 CN Amsterdam - Netherlands

Les éléments constitutifs du contrat

Le contrat est régi par le droit belge. Il est constitué par :

- les Conditions Générales qui précisent les droits et obligations réciproques de l'assuré et de l'assureur.
- les Conditions Particulières qui adaptent et complètent ces conditions générales. Elles sont l'expression personnalisée et adaptée à votre situation spécifique des conditions de l'assurance et mentionnent les garanties qui sont effectivement acquises.

Certains termes utilisés dans le présent contrat, ont un sens particulier. Pour vous aider à identifier ces termes, nous les avons imprimés en caractères gras. Vous trouverez les définitions au Lexique en page 44.

Pour l'ensemble des garanties du contrat tailorMade nous renonçons à appliquer la règle proportionnelle prévue à l'article 98 de la Loi relative aux assurances selon laquelle vous supportez une part proportionnelle du dommage si, au jour du sinistre, la valeur des biens assurés excède les montants assurés.

Le contrat est parfait dès l'accord des parties. Signé par vous et par nous, il constate notre engagement réciproque au plus tôt à la date mentionnée aux Conditions Particulières à minuit, sous réserve du paiement de la prime.

Vos obligations de déclaration à la conclusion du contrat

Le contrat est établi d'après vos déclarations et la prime est fixée en conséquence. Vous devez nous déclarer exactement, lors de la conclusion du contrat, toutes les circonstances qui vous sont connues et que vous devez raisonnablement considérer comme constituant pour nous des éléments d'appréciation du risque.

- Omission ou inexactitude intentionnelle

Lorsque l'omission ou l'inexactitude intentionnelle dans la déclaration nous induisent en erreur sur l'appréciation du risque, le contrat d'assurance est nul. Les primes échues jusqu'au moment où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude intentionnelles nous sont dues.

- Omission ou inexactitude non intentionnelle

Lorsque l'omission ou l'inexactitude dans la déclaration ne sont pas intentionnelle, le contrat n'est pas nul.

Nous vous proposons, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'omission ou de l'inexactitude, la modification du contrat avec effet au jour où nous avons eu connaissance de cette omission ou inexactitude.

Si vous refusez la proposition de modification du contrat ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, vous n'avez pas accepté cette dernière, nous pouvons résilier le contrat dans les 15 jours.

Si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque, nous pouvons résilier le contrat dans le délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition.

Que se passe-t-il si un sinistre survient avant que la modification ou la résiliation de votre contrat n'ait pris effet ?

- Si l'omission ou la déclaration inexacte ne peut vous être reprochée, nous devons fournir la prestation convenue.
- Si l'omission ou la déclaration inexacte peut vous être reprochée, nous ne sommes tenus de fournir une prestation que selon le rapport entre la prime payée et la prime que vous auriez dû payer si vous aviez régulièrement déclaré le risque.

- Toutefois, si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque dont la nature réelle est révélée par le sinistre, notre prestation est limitée au remboursement de la totalité des primes payées.

Vos obligations de déclaration en cours de contrat

1. Aggravation du risque

Vous devez nous déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles ou les modifications de circonstances qui sont de nature à entraîner une aggravation sensible et durable du risque de survenance de l'événement assuré.

Lorsqu'au cours de l'exécution de votre contrat, le risque de survenance de l'événement assuré s'est aggravé de telle sorte que, si l'aggravation avait existé au moment de la souscription, nous n'aurions consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, nous devons vous proposer, dans le délai d'un mois à compter du jour où nous avons eu connaissance de l'aggravation, la modification du contrat avec effet rétroactif au jour de l'aggravation.

Si vous refusez la proposition de modification du contrat ou si, au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception de cette proposition, vous n'avez pas accepté cette dernière, nous pouvons résilier le contrat dans les 15 jours. Si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque, nous pouvons résilier le contrat dans le délai d'un mois.

Que se passe-t-il si un sinistre survient avant que la modification ou la résiliation de votre contrat n'ait pris effet ?

- Si vous avez rempli votre obligation de déclaration, nous sommes tenus d'effectuer la prestation convenue.
- Si vous n'avez pas rempli votre obligation de déclaration :
 - Nous sommes tenus d'effectuer la prestation convenue lorsque le défaut de déclaration ne peut vous être reproché.
 - Nous sommes tenus d'effectuer notre prestation selon le rapport entre la prime payée et la prime que vous auriez dû payer si l'aggravation avait été prise en considération lorsque le défaut de déclaration peut vous être reproché. Toutefois, si nous apportons la preuve que nous n'aurions en aucun cas assuré le risque aggravé, notre prestation en cas de sinistre est limitée au remboursement de la totalité des primes impayées.
 - Si vous avez agi avec une intention frauduleuse, nous pouvons refuser notre garantie. Les primes échues jusqu'au moment où nous avons eu connaissance de la fraude nous sont dues à titre de dommages et intérêts.

2. Diminution du risque

Lorsque le risque de survenance de l'événement assuré a diminué d'une façon sensible et durable au point que, si la diminution avait existé au moment de la souscription, nous n'aurions consenti l'assurance qu'à d'autres conditions, nous sommes tenus d'accorder une diminution de la prime due à partir du jour où nous avons eu connaissance de la diminution du risque.

Si nous n'arrivons pas à un accord avec vous sur la prime nouvelle dans un délai d'un mois à compter de la demande de diminution que vous avez formulée, vous pouvez résilier le contrat.

Titre 2 – Les garanties de votre contrat

Chapitre A : Les biens immobiliers

Garantie principale

1. Bâtiments :

Vos bâtiments sont assurés contre tous risques de pertes et dommages matériels causée par un évènement incertain et accidentel.

Nous vous indemniserons des frais de réparation ou de reconstruction à neuf des parties endommagées à concurrence du montant assuré aux Conditions Particulières. Le montant assuré est augmenté de maximum 20 % pour couvrir une éventuelle insuffisance d'assurance.

ou

Si nous y avons consenti spécifiquement et si les Conditions Particulières le stipulent, nous vous indemniserons de l'ensemble des frais de reconstruction ou de réparation consécutifs aux dommages matériels subis (alors même que le montant de ces frais est supérieur au montant assuré) si :

- vous disposez d'une évaluation courante du coût de reconstruction de votre habitation que nous avons approuvée et,
- le montant assuré reflète cette évaluation et,
- vous nous avez informé de tout embellissement, addition ou altération effectués à votre domicile depuis que l'évaluation a été réalisée et,
- vous avez modifié le montant assuré pour tenir compte des travaux effectués et,
- les reconstructions ou réparations commencent dans un délai de 180 jours à compter de la date des dommages.

Si vous décidez de ne pas réparer ou de ne pas reconstruire les bâtiments ou si vous n'êtes pas en mesure de le faire, le montant maximum de notre indemnité sera égal à l'estimation du montant de la reconstruction ou de la réparation, sans pouvoir dépasser le montant assuré.

2. Embellissements du locataire :

Vos embellissements que vous avez réalisés à vos frais en tant que locataire sont assurés contre Tous Risques de pertes et dommages matériels. Le montant maximum de l'indemnité est stipulé aux Conditions Particulières.

Garanties additionnelles

Vous bénéficiez des garanties additionnelles suivantes à concurrence des montants stipulés aux Conditions Particulières :

1. Nouveaux embellissements :
Les embellissements que vous venez de faire réaliser dans votre habitation au cours de la période d'assurance sont assurés avec les autres parties du bâtiment à hauteur du montant assuré stipulé dans les Conditions Particulières. En cas d'insuffisance du montant assuré, ils sont assurés à hauteur du montant additionnel stipulé dans les Conditions Particulières, sous réserve de nous les déclarer dans un délai de 90 jours à compter de leur réalisation et de vous acquitter d'une prime additionnelle.
2. Retrait provisoire des embellissements :
Pertes ou dommages matériels subis par les embellissements retirés provisoirement des bâtiments aux fins de réparation, restauration ou conservation pendant une période n'excédant pas 90 jours à compter de leur retrait.
3. Recherche de fuites extérieures (repérage et accès) :
Frais de localisation des fuites dans les conduites souterraines desservant votre habitation.
4. Recherche de fuites intérieures (repérage et accès) :
Frais de localisation des fuites de vos installations fixes d'eau ou de chauffage de votre habitation.

Nous ne couvrirons pas les frais de réparation de ces conduites.

5. Décharge sauvage :
Nous vous indemniserons, au cours de la période d'assurance et à concurrence du montant stipulé dans les Conditions Particulières, des frais nécessaires et raisonnables que vous engagerez au titre de l'enlèvement des ordures et déchets déposés sans votre permission sur votre propriété dont l'adresse est indiquée aux Conditions Particulières.
6. Parcs et jardins :
Frais de remise en état du jardin et des plantations endommagés. La remise en état des plantations est limitée au coût de remplacement par des jeunes plantations de la même nature.
7. Frais de réparation suite à une intervention médicale d'urgence :
Frais de réparation de votre habitation à la suite de détériorations immobilières consécutives à une intervention médicale d'urgence.
8. La condensation interne des vitrages isolants :
Les frais de remplacement des doubles vitrages devenus opaques à cause de condensation interne. Notre garantie est acquise après épuisement de la garantie du fabricant. Chaque vitrage devenu opaque est considéré comme un sinistre distinct et la franchise s'applique à chaque sinistre.

Frais supplémentaires suite à un sinistre garanti

Les frais supplémentaires nécessaires et raisonnables énumérés ci-après que vous engagerez suite à un sinistre garanti au titre des biens immobiliers vous sont acquis dans la limite des montants maxima par sinistre figurant aux Conditions Particulières :

1. Honoraires d'experts :

Honoraires des experts (autres que les architectes, les bureaux d'étude et les coordinateurs de sécurité) et avocats engagés au titre des évaluations des dommages, remplacements, réparations ou reconstructions des bâtiments.

Les frais et honoraires de votre expert, calculés en pourcentage des indemnités dues hors TVA, sont pris en charge sur base du barème repris dans les Conditions Particulières.

2. Prime d'assurance tous risques chantier :

Prime d'assurance de toute police dommages ouvrage que vous êtes tenu de souscrire relative aux travaux de réparation ou de reconstruction effectués à la suite de pertes ou de dommages matériels subis par les bâtiments.

3. Frais de mise en conformité avec la réglementation :

Frais de mise en conformité avec toute réglementation nationale ou locale.

4. Frais de déblaiement et de nettoyage :

Frais de déblaiement des décombres des bâtiments, y compris leur évacuation ou leur destruction ainsi que les frais de nettoyage des locaux endommagés après travaux.

5. Frais de décontamination :

Frais liés à l'assainissement des terres polluées de la propriété assurée, en ce compris leur déblaiement et leur transport, à la suite d'un sinistre garanti sur les bâtiments sous réserve que vous ayez reçu notre accord écrit au préalable. Toutefois, si le sol de la propriété assurée était déjà contaminé à la date de l'événement garanti, notre indemnité sera limitée à l'augmentation du coût de décontamination causé par l'événement garanti.

6. Frais de réparation consécutifs à l'intervention des services de secours : Frais de réparation des dommages subis par votre propriété à la suite d'une intervention d'urgence des pompiers, des forces de l'ordre et/ou des services médicaux.

7. Frais de déplacement :

Frais raisonnables de déplacement que vous-même ou un membre de votre entourage exposerez pour vous rendre sur le lieu du sinistre en urgence afin de prendre des mesures de précaution ou d'aider l'enquête de la police.

8. Frais de sauvetage :

Frais raisonnables au titre des mesures provisoires que vous adopterez pour éviter ou atténuer un événement assuré imminent, alors même que de telles mesures seraient infructueuses.

9. Remplacement des clés et serrures :
Frais de remplacement des serrures des bâtiments ou de coffres-forts en cas de vol ou de perte des clés dans le monde entier.
10. Mesures de prévention contre les dégâts des eaux :
Frais exposés à dire d'expert destinés à prévenir ou atténuer toute nouvelle survenance de dégâts des eaux ou inondations à la suite d'un sinistre assuré de cette nature. Nous vous indemniserons de ces frais uniquement si le montant du sinistre garanti que nous avons accepté de prendre en charge est supérieur au plafond stipulé dans les Conditions Particulières.
11. Remplacement du système de chauffage par des équipements verts :
Frais d'installation d'équipements générateurs d'énergie solaire, éolienne ou géothermique dans la mesure où ces frais font partie des frais de réparation convenus avec nous et sont consécutifs à toutes pertes ou dommages matériels subis par le système de chauffage de votre bâtiment. Nous vous indemniserons de ces frais uniquement si le montant du sinistre garanti que nous avons accepté de prendre en charge est supérieur au plafond stipulé dans les Conditions Particulières.
12. Dépenses et recettes liées aux équipements verts :
Frais de services publics et/ou pertes de recettes de services publics suivants :
- Frais d'approvisionnement en électricité si les dommages garantis subis par votre équipement de génération d'énergie électrique solaire, éolienne ou géothermique vous obligent à vous fournir en énergie électrique auprès d'un tiers fournisseur d'énergie.
 - Perte de vos recettes de fourniture d'électricité consécutive aux dommages assurés subies par votre équipement générateur d'énergie électrique solaire, éolienne ou géothermique.
 - Frais d'approvisionnement en eau si les dommages garantis subis par votre équipement de production d'eau vous obligent à vous fournir en eau auprès d'un tiers fournisseur.

Nous vous indemniserons uniquement pendant la période stipulée dans les Conditions Particulières.

13. Frais liés à l'action de l'électricité :

Les frais liés

- à la recherche du défaut dans l'installation électrique qui est à l'origine du sinistre.
- à la réparation ou au remplacement de la pièce défectueuse qui est à l'origine du sinistre.
- à la remise en état consécutive à ces travaux.

14. Frais liés aux dégâts des eaux :

Les frais liés

- à la recherche de la conduite qui est à l'origine du sinistre.
- à la réparation ou au remplacement de la conduite qui est à l'origine du sinistre.
- à la remise en état consécutive à ces travaux.

Hébergement provisoire et pertes de loyers

Si des pertes ou dommages matériels garantis subis par les bâtiments rendent votre habitation inhabitable ou si les pouvoirs publics locaux vous interdisent, ainsi qu'à vos locataires, d'y habiter ou d'y accéder, et sous réserve de notre accord écrit préalable, nous vous indemniserons :

- Soit des frais raisonnables à dire d'expert d'hébergement provisoire, d'un niveau comparable à celui de votre habitation, que vous et votre entourage engagerez en tant qu'occupant,
- Soit de la privation de jouissance que vous subissez en tant que propriétaire occupant, estimée à la valeur locative du bâtiment,
- Soit de la perte des loyers que vous serez dans l'impossibilité de percevoir.

Cette garantie vous est acquise pendant une période ne pouvant excéder trois ans.

Changement de résidence

En cas d'acquisition d'une nouvelle résidence principale dans le même pays que celui désigné aux Conditions Particulières, nous garantirons les bâtiments situés à la nouvelle adresse à concurrence de la somme assurée au titre de votre résidence principale actuelle, sous réserve de notre accord écrit préalable. Cette garantie vous est accordée pour une durée maximum de 60 jours à compter de la date de signature du contrat de vente.

Chapitre B : Contenu général

Garantie principale

1. Vous êtes assurés contre tous risques de pertes ou dommages matériels causés par un événement incertain et accidentel et subis par le contenu, qu'il soit situé dans votre habitation et ses dépendances ou dans le monde entier sous réserve des montants assurés et des limites indiqués dans les Conditions Particulières.

Le montant maximum par objet est stipulé aux Conditions Particulières.

2. Pour le contenu autre que les objets d'art et de collection et les objets précieux, bijoux et montres, nous vous indemniserons :
 - Soit des frais de réparation,
 - Soit des frais de remplacement à neuf en cas de perte totale ou d'impossibilité de réparer.

Nous ne vous indemniserons en aucun cas d'un montant supérieur à la valeur de remplacement à neuf de l'objet au jour du sinistre.

3. Pour les objets d'art et de collection et les objets précieux, bijoux et montres, non listés, assurés en valeur déclarée, nous vous indemniserons :
 - Soit des frais de restauration ou de réparation, majorés éventuellement du pourcentage de dépréciation à dire d'expert,
 - Soit de la valeur de remplacement en cas de perte totale ou d'impossibilité de restaurer ou réparer.

Nous ne vous indemniserons en aucun cas d'un montant supérieur à la valeur de remplacement de l'objet au jour du sinistre.

Toutefois, il est entendu et convenu par la présente que les biens que vous possédez ou dont vous avez la garde ou le contrôle et qui sont constitués de 10 % ou plus d'ivoire, leurs dommages et pertes assurées seront réglées comme suit :

1/ Le maximum que nous paierons est le coût et les dépenses de restauration de l'article ;

2/ Il est en outre entendu et convenu par la présente que nous ne paierons pas pour un dommage total, ni pour toute dépréciation de la valeur résultant en cas de d'endommagement partielle.

3/ Le maximum que nous paierons pour une « perte » est de ne pas dépasser la valeur assurée de cet article.

4. En cas d'insuffisance d'assurance, le montant assuré au titre du contenu est augmenté de maximum 20 %.
5. Limites spéciales

Les objets suivants sont inclus dans la somme totale assurée au titre du contenu, l'indemnité ne pouvant être supérieure aux limites stipulées aux Conditions Particulières :

- objets précieux, bijoux et montres,
- pièces de monnaie, timbres et médailles, sauf si un montant spécifique est assuré pour ces derniers au chapitre C de vos Conditions Particulières,
- moyens de paiement,
- titres de propriété,
- bateaux à rames, à voiles ou gonflables,
- véhicules non immatriculés tels que motos, quads et buggies de golf,
- contenu du logement d'étudiant de vos enfants,
- votre équipement professionnel et les fournitures de bureau détenus dans votre habitation,
- animaux domestiques.

Garanties additionnelles

Vous bénéficiez des garanties additionnelles suivantes à concurrence des montants stipulés dans les Conditions Particulières :

1. Nouvelles acquisitions :
Le contenu que vous venez d'acquérir au cours de la période d'assurance est garanti avec l'ensemble du contenu à hauteur du montant assuré stipulé dans les Conditions Particulières.

Le montant assuré est augmenté à concurrence de maximum 30 % pour couvrir une éventuelle insuffisance d'assurance sous réserve de nous déclarer les nouvelles acquisitions dans un délai de 90 jours à compter de leur achat et de vous acquitter d'une prime additionnelle.

2. **Présents et cadeaux :**
Les présents et cadeaux, à l'exclusion des objets précieux, bijoux et montres, que vous avez achetés et qui sont encore en votre possession sont assurés avec l'ensemble du contenu à hauteur du montant assuré stipulé dans les Conditions Particulières. Le montant assuré est augmenté de maximum 30 % pour couvrir une éventuelle insuffisance d'assurance et ce pendant une durée qui ne saurait excéder 90 jours.
3. **Effets personnels appartenant à vos hôtes en visite dans votre propriété :** Pertes ou dommages matériels subis par les effets personnels de vos hôtes pendant qu'ils sont en visite dans votre propriété.
4. **Contenu séjournant en plein air :**
Pertes ou dommages subis par les biens situés en extérieur mais dans les limites de la propriété.
5. **Tentes et chapiteaux :**
Pertes ou dommages matériels subis par tout tente ou chapiteau vous appartenant ou vous étant confié par un tiers, sous réserve qu'il ne soit pas assuré par ailleurs.
6. **Cartes de crédit :**
Toute somme que vous seriez juridiquement tenu de verser à la suite de l'utilisation illicite par un tiers des cartes de crédit émises à votre nom ou au nom d'un membre de votre entourage après que ces cartes aient été perdues ou volées à votre habitation ou au cours d'un déplacement dans le monde entier ou dès lors qu'un membre de votre entourage en avait la garde ou avait sur elles pouvoir de gestion. Notre garantie est accordée en complément et après épuisement de la garantie accordée par l'émetteur de la carte et sous réserve que vous ayez respecté les conditions et modalités d'émission de ces cartes. Vous êtes tenu de faire une opposition auprès de l'émetteur de la carte dans un délai de 24 heures après la découverte de la perte ou du vol.
7. **Remplacement des données :**
Frais de récupération et/ou de remplacement de documents, données personnelles, clichés, musiques ou vidéos au format numérique consécutifs aux pertes ou dommages matériels subis par votre ordinateur ou support mobile connecté suite à un sinistre garanti.
8. **Frais suivants afférents aux activités professionnelles à domicile :**
 - **Dossiers professionnels :** frais de récupération et/ou de remplacement des dossiers et des données électroniques, à la suite de pertes ou dommages matériels garantis.

Nous ne vous indemniserons pas de la valeur que représentent pour vous les informations perdues, vous ne serez pas non plus indemnisé des frais de remplacement ou de restauration de tout matériel ou logiciel informatique ou de tous dommages indirects.

- Créances : sommes qui vous sont dues et que vous êtes dans l'impossibilité de recouvrer du fait des pertes ou dommages matériels subis par les livres de comptes de vos activités professionnelles à domicile assurés au titre du chapitre B (Contenu Général),
- Augmentation du coût du travail : frais additionnels raisonnables exigés par la continuité de vos activités professionnelles à domicile consécutifs aux pertes ou dommages matériels garantis au titre du chapitre A (Biens immobiliers) ou du chapitre B (Contenu Général) ou du fait d'une interruption accidentelle de la fourniture de gaz, d'eau, d'électricité, de téléphone ou d'Internet dans votre habitation pendant plus de 72 heures consécutives au cours de la période d'assurance. Cette garantie prend effet à compter de la date de survenance des pertes, dommages ou interruptions de fourniture et elle prend fin à la date à laquelle vous pouvez reprendre vos activités professionnelles à domicile. Nous vous indemniserons des frais afférents à l'augmentation du coût du travail durant une période n'excédant pas 12 mois.

9. Pertes d'eau et de fioul domestique :

Frais liés aux pertes d'eau et de fioul domestique dans les limites de la propriété.

Nous ne couvrirons pas les frais de réparation de toute installation fixe d'eau ou de chauffage domestique.

10. Contenu des congélateurs :

Pertes ou dommages matériels consécutifs à la détérioration ou à la décomposition du contenu de vos congélateurs et/ou réfrigérateurs situés sur la propriété suite :

- à des pannes accidentelles du congélateur et/ou réfrigérateur,
- à une fuite des vapeurs des gaz réfrigérants provenant des équipements,
- à une interruption accidentelle de la fourniture d'électricité ou de gaz.

11. Parents résidant dans une maison de repos ou de soins :

Pertes ou dommages matériels subis par tout contenu appartenant à vos parents proches résidant en permanence dans une maison de repos ou de soins, sous réserve que ce contenu ne soit pas assuré par ailleurs.

12. Invalidité permanente :

Frais afférents à toute modification raisonnable et nécessaire de votre habitation (telle que prescrite dans un rapport préparé par un ergothérapeute que nous aurons mandaté) pour vous permettre ou permettre à un membre de votre entourage de vivre sans assistance au cas où vous-même ou cette personne souffririez d'une invalidité permanente résultant directement d'un sinistre garanti au cours de la période d'assurance.

13. Frais funéraires :

Frais funéraires si vous ou un membre de votre entourage décédez dans les 12 mois suite à un sinistre garanti au cours de la période d'assurance.

Frais supplémentaires suite à un sinistre garanti

Les frais supplémentaires nécessaires et raisonnables énumérés ci-après que vous engagerez à la suite d'un sinistre garanti au titre de votre contenu général vous sont acquis dans la limite des montants maxima par sinistre figurant aux Conditions Particulières :

1. Frais de déblaiement :
Frais de déblaiement des objets endommagés, y compris leur évacuation ou leur destruction.
2. Frais de réparation suite à une intervention des services de secours : Frais de réparation des dommages subis par votre contenu à la suite d'une intervention d'urgence des pompiers, des forces de l'ordre et/ou des services médicaux.
3. Frais de transport et d'entreposage :
Frais de transport aller-retour de votre contenu, à l'exclusion des objets précieux, bijoux et montres vers un entrepôt sécurisé ainsi que les frais de stockage dans cet entrepôt si :
 - votre habitation est rendue inhabitable ou si nous jugeons que la sécurité de votre habitation est compromise à la suite de pertes ou dommages matériels subis par votre habitation ou son contenu, ou si
 - les pouvoirs publics vous interdisent d'occuper ou d'utiliser votre habitation,

Tant qu'il n'aura pas été remédié aux conséquences des pertes ou dommages matériels ou tant que les pouvoirs publics ne vous auront pas autorisé à réintégrer votre habitation pour une période maximum de 3 ans.

Ces frais peuvent comprendre les frais d'emballage, les frais de transport par un transporteur professionnel spécialisé dans le transport de tels objets et la location d'une unité de stockage sécurisée.

4. Frais de déplacement :
Frais raisonnables de déplacement que vous-même ou un membre de votre entourage engagerez pour vous rendre immédiatement sur le lieu du sinistre afin de prendre des mesures de précaution ou favoriser l'enquête de la police.
5. Frais de sauvetage :
Frais raisonnables et nécessaires au titre des mesures provisoires que vous adopterez pour éviter ou atténuer un événement assuré imminent, alors même que de telles mesures seraient infructueuses.
6. Remplacement des clés et serrures :
Frais de remplacement des serrures des bâtiments ou de coffres-forts en cas de vol ou de perte des clés dans le monde entier.
7. Amélioration des moyens de protection :
Frais d'amélioration à dire d'expert des moyens de protection mécaniques et électroniques de votre habitation à la suite d'un vol aggravé dans votre habitation au cours de la période d'assurance.

8. Assistance psychologique :
- Frais liés à toute assistance psychologique dont vous-même ou un membre de votre entourage aurez besoin à la suite d'un vol aggravé ou d'un incendie dans votre habitation au cours de la période d'assurance.

Hébergement provisoire et perte de loyer

Si des pertes ou dommages matériels garantis subis par le contenu en vertu de la présente police rendent votre habitation inhabitable ou si les pouvoirs publics locaux vous interdisent, ainsi qu'à vos locataires, d'y habiter ou d'y accéder, et sous réserve de notre accord écrit préalable, nous vous indemniserons :

- Soit des frais raisonnables à dire d'expert d'hébergement provisoire, d'un niveau comparable à celui de votre habitation, que vous et votre entourage exposerez en tant qu'occupant,
- Soit de tout loyer dont vous êtes redevables en tant que locataire,
- Soit de la perte des loyers que vous serez dans l'impossibilité de percevoir. Cette

garantie vous est acquise pendant une période ne pouvant excéder trois ans.

Nous ne vous indemniserons pas des frais d'hébergement provisoire et nous ne vous rembourserons pas les pertes de loyers au titre de cette section si nous vous versons ces indemnités et remboursements au titre du chapitre A (Biens immobiliers) pour le même incident.

Changement de résidence

Si vous déménagez, votre contenu sera assuré pendant le transport effectué par un transporteur professionnel et par la suite, à l'adresse de votre nouvelle habitation située dans le même pays que votre habitation déclarée aux Conditions Particulières pendant 60 jours.

Si à la suite d'un divorce ou d'une séparation, vous-même ou votre conjoint quittez votre habitation et qu'une partie du contenu est transférée à sa nouvelle adresse située dans le même pays que l'habitation déclarée aux Conditions Particulières, la garantie du contenu sera étendue à cette nouvelle adresse pendant 60 jours.

Au-delà de 60 jours, ou si la nouvelle adresse est située dans un pays différent de celui de votre habitation, notre garantie ne vous sera acquise que si nous vous donnons préalablement notre accord.

Nous accorderons notre garantie uniquement si les moyens de protection contre le vol et l'incendie à la nouvelle adresse sont au moins équivalents à ceux protégeant votre habitation actuelle.

Chapitre C : Objets d'art et de collection

Garantie principale

1. Vous êtes assurés contre tous risques de dommages matériels ou de pertes causés par un événement incertain et accidentel et subis par les objets d'art et de collection listés dans le contrat en valeur agréée à votre habitation et dans le monde entier.

Pendant le transport, les objets d'art et de collection sont couverts pour autant que :

- le transport soit effectué par vous ou sous votre surveillance ou par un transporteur spécialisé en transport d'objets d'art et de collection,
- le véhicule reste à tout moment sous surveillance,
- l'emballage et le conditionnement soient adaptés à la nature et à la valeur des objets transportés.

2. Le montant maximum de notre indemnité sera égal :

- aux frais de restauration majorés éventuellement du pourcentage de dépréciation de l'objet endommagé ou de la paire ou de l'ensemble auxquels il appartient ;

ou

- à la valeur agréée listée aux Conditions Particulières en cas de perte totale de l'objet ou d'impossibilité de le réparer.

3. Le pourcentage de dépréciation doit être calculé par un expert indépendant.

4. Le montant payable au titre de la présente police sera basé sur la valeur agréée de l'objet perdu ou endommagé, étant précisé que notre indemnité pour les frais de restauration et la dépréciation ne pourra être supérieure à la valeur agréée de l'objet.

5. Si un objet a été expertisé il y a moins de 3 ans avant le sinistre et si cet objet est assuré aux Conditions Particulières pour la valeur déterminée par cette expertise, nous acceptons de l'indemniser sur base de la valeur de marché à la date du sinistre si celle-ci est supérieure à la valeur agréée. Le montant additionnel maximum de notre garantie sera égal à 25 % de la valeur assurée de cet objet indiquée aux Conditions Particulières. L'indemnité globale ne pourra excéder la somme totale assurée en valeur agréée au titre des objets d'art et de collection indiquée aux Conditions Particulières.

6. Décès ou invalidité permanente de l'artiste :

Si la valeur de marché d'un objet assuré en valeur agréée augmente à la suite du décès de l'artiste au cours de la période d'assurance, nous vous indemniserons au maximum 200 % de la valeur agréée de cet objet à la suite d'un sinistre garanti, dans la limite du montant maximum stipulé dans les Conditions Particulières. Vous devez apporter la preuve de l'augmentation de la valeur de marché de cet objet en nous adressant une expertise chiffrée par un professionnel indépendant.

Nous vous indemniserons également de l'ensemble des frais ou dépenses irrécouvrables déjà engagés sur des œuvres d'art que vous auriez commandées mais qui ne seraient pas achevées à la date du décès de l'artiste ou de son invalidité permanente dans la limite du maximum stipulé aux Conditions Particulières.

Garanties additionnelles

Vous bénéficiez des garanties additionnelles suivantes à concurrence des montants stipulés aux Conditions Particulières :

1. Nouvelles acquisitions :

Pertes ou dommages matériels subis par les objets d'art et de collection que vous venez d'acquérir au cours de la période d'assurance sous réserve de nous les déclarer dans un délai de 90 jours à compter de leur acquisition et de vous acquitter d'une prime additionnelle. Le montant maximum de cette garantie sera égal à 30 % de la somme assurée au titre des objets d'art et de collection.

2. Paires et ensembles : Nous

Vous indemniserons :

- En cas de sinistre partiel : des frais de restauration majorés éventuellement du pourcentage de dépréciation. La dépréciation tiendra compte de la valeur propre de l'objet ainsi que, s'il y a lieu, de la valeur additionnelle résultant du rattachement de l'objet à une paire ou un ensemble.
- En cas de sinistre total : vous avez la possibilité d'opter pour une indemnité égale à la valeur agréée de la paire complète ou de l'ensemble complet si vous nous cédez le ou les objets non endommagés de la paire ou de l'ensemble.

3. Absence de titre de propriété ou titre de propriété non valable :

Nous vous indemniserons :

- De la somme que vous avez payée pour acquérir un objet, si la justice vous oblige par la suite à le restituer pour l'un des motifs suivants :
 - le vendeur n'était titulaire d'aucun titre de propriété sur l'objet que vous avez acquis ou son titre de propriété était non valable,
 - l'objet était soumis avant votre acquisition à une charge dont vous n'aviez pas connaissance.
- Des frais de justice que vous exposerez avec notre accord préalable au titre de la défense de toute réclamation formulée à votre encontre concernant une absence de titre de propriété ou un titre de propriété non valable d'un objet d'art et de collection garanti par le présent contrat.

sous réserve que :

- vous ayez fait preuve de diligence raisonnable lors de l'acquisition de l'objet en vérifiant son titre de propriété et son historique,
- vous ayez acquis l'objet à une date postérieure à celle stipulée aux Conditions Particulières,

- toute action à votre encontre visant à obtenir le retour de l'objet ou à tenter de faire appliquer les conditions de la charge ou de la servitude ait lieu au cours de la période d'assurance, et que
- vous nous notifiiez toute action à votre encontre au cours de la période d'assurance.

Frais supplémentaires suite à un sinistre garanti

Les frais supplémentaires nécessaires et raisonnables énumérés ci-après que vous engagerez à la suite des pertes ou dommages matériels garantis au titre des objets d'art et de collection sont garantis à hauteur des montants stipulés dans les Conditions Particulières :

1. Frais de déblaiement :
Frais de déblaiement des objets endommagés, y compris leur évacuation ou leur destruction.
2. Évacuation d'urgence des objets d'art et de collection :
Frais de transport aller-retour de vos objets d'art et de collection vers un entrepôt sécurisé ainsi que les frais de stockage dans cet entrepôt si :
 - votre habitation est rendue inhabitable ou si nous jugeons que la sécurité de votre habitation est compromise à la suite de pertes ou dommages matériels subis par votre habitation, son contenu ou les objets d'art et de collection,ou si
 - les pouvoirs publics vous interdisent d'occuper ou d'utiliser votre habitation,tant qu'il n'aura pas été remédié aux conséquences des pertes ou dommages matériels ou tant que les pouvoirs publics locaux ne vous auront pas autorisé à réintégrer votre habitation pour une période maximum de 3 ans. Ces frais peuvent comprendre les frais d'emballage, les frais de transport par un transporteur professionnel spécialisé dans le transport de ce type d'objets et la location d'une unité de stockage sécurisée.
3. Frais de récupération des objets d'art et de collection :
Frais que vous exposerez pour récupérer toute partie des objets d'art et de collection perdue ou volée ou pour remplacer les objets manquants, y compris les frais de déplacement et de transport, les frais et honoraires de procédure que vous aurez acquittés avec notre accord préalable et les droits de douane.
4. Frais de déplacement :
Frais raisonnables de déplacement que vous-même ou un membre de votre entourage exposerez pour vous rendre immédiatement sur le lieu du sinistre afin de prendre des mesures de précaution ou de favoriser l'enquête de la police.
5. Frais de sauvetage :
Frais raisonnables et nécessaires au titre des mesures provisoires que vous adopterez pour éviter ou atténuer un événement assuré imminent, alors même que de telles mesures seraient infructueuses.

Changement de résidence

Si vous déménagez, vos objets d'art et de collection seront assurés pendant leur transport effectué par un transporteur professionnel spécialisé dans le transport d'objets d'art et par la suite, à l'adresse de votre nouvelle habitation située dans le même pays que votre habitation déclarée aux Conditions Particulières pendant 60 jours.

Si à la suite d'un divorce ou d'une séparation, l'un des conjoints quitte l'habitation et qu'une partie des objets d'art et de collection est transférée à sa nouvelle habitation située dans le même pays que votre habitation déclarée aux Conditions Particulières, la garantie des objets d'art et de collection sera étendue à cette nouvelle habitation pendant 60 jours.

Au-delà de 60 jours ou si la nouvelle habitation est située dans un pays différent, notre garantie ne vous sera acquise que si nous vous donnons préalablement notre accord.

Nous accordons notre garantie uniquement si les moyens de protection contre le vol et l'incendie à la nouvelle adresse sont au moins équivalents à ceux protégeant votre habitation actuelle.

Chapitre D : Objets précieux, bijoux et montres

Garantie principale

1. Vous êtes assurés contre tous risques de pertes ou dommages matériels causés par un événement incertain et accidentel et subis par vos objets précieux, bijoux et montres listés au contrat en valeur agréée, à votre habitation et dans le monde entier ou selon l'option choisie par vous et stipulée aux Conditions Particulières.
2. Le montant maximum de notre indemnité sera égal :
 - aux frais de restauration majorés éventuellement du pourcentage de dépréciation de l'objet endommagé ou de la paire ou de l'ensemble auquel il appartient, ou
 - à la valeur agréée stipulée aux Conditions Particulières, en cas de perte totale de l'objet ou d'impossibilité de le réparer ainsi que tous frais que vous engagerez avec notre accord écrit préalable.
3. Le pourcentage de dépréciation doit être calculé par un expert indépendant.
4. Dans tous les cas, notre engagement ne pourra être supérieur à la valeur agréée de l'objet.
5. Si un objet a fait l'objet d'une expertise datant de moins de 3 ans avant le sinistre et si cet objet est assuré aux Conditions Particulières pour la valeur déterminée par cette expertise, nous acceptons de l'indemniser sur base de la valeur de marché à la date du sinistre si celle-ci est supérieure à la valeur agréée. Le montant additionnel maximum de notre garantie sera égal à 25 % de la valeur assurée de cet objet indiquée aux Conditions Particulières. L'indemnité globale ne pourra excéder le montant assuré en valeur agréée au titre des objets précieux, bijoux et montres indiqué aux Conditions Particulières.

Garanties additionnelles

Vous bénéficiez des garanties additionnelles suivantes à concurrence des montants stipulés aux Conditions Particulières :

1. Nouvelles acquisitions :
Pertes ou dommages matériels subis par les objets précieux, bijoux et montres que vous venez d'acquérir au cours de la période d'assurance sous réserve de nous les déclarer dans un délai de 90 jours à compter de leur acquisition et de vous acquitter d'une prime additionnelle. Le montant maximum de cette garantie sera égal à 30 % de la somme assurée au titre des objets précieux, bijoux et montres.

2. Paires et ensembles :

Nous vous indemniserons :

- En cas de sinistre partiel : des frais de restauration majorés éventuellement du pourcentage de dépréciation. La dépréciation tiendra compte de la valeur propre de l'objet ainsi que, s'il y a lieu, de la valeur additionnelle résultant du rattachement de l'objet à une paire ou un ensemble.
- En cas de sinistre total : vous avez la possibilité d'opter pour une indemnité égale à la valeur agréée de la paire complète ou de l'ensemble complet si vous nous cédez le ou les objets non endommagés de la paire ou de l'ensemble.

Chapitre E : Responsabilité civile

1. Votre responsabilité civile immeuble

Garantie principale

Nous prenons en charge la responsabilité civile que vous pouvez encourir sur base des articles :

- 1382 à 1386 bis de l'ancien Code civil, en ce compris le recours des tiers,
- 1721 de l'ancien Code civil c'est-à-dire le recours des locataires, pour les dommages causés aux tiers du fait :
 - du bâtiment assuré ou pour lequel vous avez assuré votre responsabilité locative,
 - du mobilier,
 - de l'encombrement des trottoirs,
 - du défaut d'enlèvement de la neige, de la glace ou du verglas,
 - des ascenseurs et monte-charge pour autant qu'ils soient déclarés conformes à la réglementation en vigueur par un organisme de contrôle reconnu et fassent l'objet d'un entretien annuel par une entreprise agréée,
 - des jardins et des terrains sans dépasser au total 5 hectares.

Notre garantie s'étend :

- au trouble de voisinage au sens de l'article 3.101 du Code civil consécutif à un événement soudain et imprévisible,
- si le contrat porte sur la résidence principale ou si l'assurance de la Responsabilité civile Vie privée est souscrite :
 - aux dommages causés par le bâtiment ou les parties de bâtiment vous servant de résidence principale en ce compris
 - la partie affectée à l'exercice d'une profession libérale ou de commerce sans vente au détail,
 - les parties louées ou concédées gratuitement à des tiers si ce bâtiment comporte jusqu'à 3 appartements (garages compris).
- aux dégâts causés par :
 - le bâtiment ou les parties de bâtiment vous servant de résidence secondaire,
 - les garages à usage privé.

Nous intervenons à concurrence des montants indiqués dans les Conditions Particulières.

Nous ne prenons pas en charge :

- les transactions avec le Ministère Public,
- les amendes judiciaires, administratives et économiques,
- les frais judiciaires en matière de poursuites pénales,
- les astreintes,
- les dommages « punitifs » ou « exemplatifs »,
- les dommages causés en cas de non-respect de la réglementation applicable au contrôle des citernes,
- les dommages causés à des biens dont vous avez la garde,
- les dommages causés par le bâtiment en cours de construction, reconstruction ou transformation, autre que votre résidence principale ou secondaire ou le bâtiment destiné à devenir votre résidence principale ou secondaire, pour autant que sa stabilité ne soit pas compromise par les travaux en cours,
- les troubles de voisinage opposant les occupants du bâtiment.

Garanties additionnelles

1. La résidence de remplacement

Si votre résidence principale est couverte par le présent contrat et qu'elle est devenue temporairement inhabitable à la suite d'un sinistre garanti, nous couvrons pendant 3 ans maximum votre responsabilité locative ou d'occupant pour les dégâts causés au bâtiment, meublé ou non, que vous occupez en Belgique à titre de résidence de remplacement.

Par sinistre, nous limitons notre intervention à l'indemnité susceptible d'être due pour les dégâts au bâtiment sis à l'adresse mentionnée dans les Conditions Particulières.

2. La résidence de villégiature :

A l'occasion d'un séjour temporaire privé ou professionnel de minimum une nuit n'importe où dans le monde, nous couvrons votre responsabilité contractuelle pour les dégâts que vous causez

- à un bâtiment de villégiature, meublé ou non,
- à l'hôtel ou logement similaire,

Par sinistre, nous limitons notre intervention au montant indiqué dans les Conditions Particulières.

Nous couvrons également les dégâts causés, dans un bâtiment n'importe où dans le monde, au contenu que vous avez emporté à l'occasion d'un séjour temporaire privé ou professionnel de minimum une nuit. Par sinistre nous limitons notre intervention aux montants assurés en contenu.

3. La chambre d'étudiant :

Nous couvrons la responsabilité locative incombant à vos enfants pour les dégâts causés au logement, c'est-à-dire la chambre d'étudiant ou le studio, meublé ou non, qu'ils louent n'importe où dans le monde pendant leurs études. Notre garantie est étendue au contenu qui est mis à leur disposition dans ce logement.

Par sinistre, nous limitons notre intervention pour le logement et le contenu jusqu'à concurrence de l'indemnité susceptible d'être due pour les dégâts au bâtiment sis à l'adresse mentionnée dans les Conditions Particulières.

4. Le local occupé à l'occasion d'une fête de famille :

Nous couvrons votre responsabilité locative pour les dégâts que vous causez aux locaux situés n'importe où dans le monde et que vous utilisez à l'occasion d'une fête de famille ainsi qu'à son contenu.

Par sinistre, nous limitons notre intervention au montant indiqué dans les Conditions Particulières.

2. Votre responsabilité civile vie privée

Garantie principale

Nous assurons la responsabilité civile Vie privée, c'est-à-dire la responsabilité civile extracontractuelle que vous et votre entourage peuvent encourir dans le monde entier sur base du droit belge et du droit étranger en raison des dommages survenus aux tiers du fait de la vie privée.

Sont également assuré :

- jusqu'à leur majorité, vos enfants ou ceux de votre conjoint ou partenaire cohabitant s'ils n'habitent plus à votre foyer,
- les personnes ayant quitté votre foyer mais dépendant économiquement et à titre principal de vous ou votre conjoint ou partenaire cohabitant,

- toutes les personnes vivant à votre foyer lorsqu'elles résident ailleurs pour des raisons de santé, de voyage ou de travail. La qualité d'assuré reste acquise jusqu'à un an après le départ du foyer,
- les enfants mineurs de tiers pendant qu'ils se trouvent sous la garde d'un assuré vivant à votre foyer,
- votre personnel de maison lorsqu'il agit pendant son service,
- les personnes assumant en dehors de toute activité professionnelle la garde des enfants vivant chez vous ou de vos animaux lorsque leur responsabilité est engagée du fait de cette garde.
- les personnes, qui à l'occasion d'un séjour temporaire chez vous de minimum une nuit causent un dommage dans les environs immédiats de votre propriété.

Constituent des actes de la vie privée, tous les actes qui ne résultent pas de l'exercice d'une activité professionnelle, c'est-à-dire d'une activité exercée dans un but lucratif et de manière habituelle.

Rentrent cependant dans la garantie les dommages causés par les enfants qui prestent des services rémunérés pour compte d'autrui pendant les vacances scolaires ou les loisirs, ainsi que les dommages causés par les chiens que vous affectez à la garde de vos locaux professionnels.

Nous intervenons en Responsabilité civile à concurrence des montants stipulés dans les Conditions Particulières.

Les amendes judiciaires, administratives, économiques, les transactions pénales, les astreintes et les indemnisations en tant que mesures pénérale, punitive ou dissuasive dans certains systèmes judiciaires ainsi que les frais judiciaires en matière de poursuites pénales ne sont pas à notre charge.

Limitations de garantie

1. Dommages causés par des animaux :

Nous ne couvrons pas les dommages causés par

- des animaux autres que domestiques, à savoir les animaux sauvages, même domptés et le gibier,
- les chevaux de selle dont vous êtes propriétaires, si vous êtes propriétaires de plus de deux chevaux de selle. Les dommages causés par les poneys de maximum 1,48 m au garrot sont toutefois couverts d'office.

2. Dommages couverts par une assurance légalement obligatoire :

Nous ne couvrons pas les dommages qui découlent des cas de responsabilité soumis à l'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automoteurs en vertu de la législation belge ou étrangère, sauf:

- les dommages causés par un assuré lorsqu'il conduit un véhicule terrestre automoteur ou sur rail soumis à une assurance légalement rendue obligatoire sans avoir l'âge légalement requis pour ce faire et à l'insu de ses parents, des personnes qui l'ont sous leur garde et du détenteur du véhicule. Il ne s'agit cependant pas d'une garantie accordée conformément à la loi du 21 novembre 1989 relative à l'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automoteurs. Nous couvrons également les dommages que cet assuré cause au véhicule utilisé pour autant qu'il appartienne à un tiers et qu'en outre le véhicule ait été conduit à l'insu du détenteur du véhicule
- les dommages causés par des engins de jardinage circulant sur la voie publique
- les dommages causés par un assuré lorsqu'il conduit un véhicule automoteur destiné à des personnes moins valides et dont la vitesse maximum est inférieure ou égale à 18 km/h.

Pour ces dommages causés par un véhicule automoteur destiné à des personnes moins valides dont la vitesse maximum est inférieure ou égale à 18 km/h ou par un engin de jardinage circulant sur la voie publique, notre garantie est limitée aux montants stipulés dans les Conditions Particulières et acquise conformément à l'Arrêté royal du 14 décembre 1992 relatif au contrat type de l'assurance responsabilité civile obligatoire des véhicules automoteurs.

- Nous ne couvrons pas les dommages causés par la pratique de la chasse soumise à l'assurance obligatoire, de même que par le gibier.
 - Nous ne couvrons pas les dommages qui découlent des cas de responsabilité visés par toute autre assurance légalement obligatoire. Toutefois, nous couvrons la responsabilité civile d'un assuré en tant que volontaire conformément à la loi du 3 juillet 2005 relative aux droits des volontaires et de ses arrêtés d'exécution.
3. Dommages causés par des bateaux :
Nous couvrons les dommages résultant de l'usage de tous bateaux, à l'exception des bateaux à moteur de plus 10 CV DIN (notamment waterscooters, jetskis ...) et des bateaux à voile de plus de 300 kg dont un assuré est propriétaire. On entend par bateau toute embarcation flottante destinée à la navigation.
 4. Dommages causés par des véhicules aériens :
Nous ne couvrons jamais les dommages résultant de l'usage de véhicules aériens. On entend par véhicule aérien tout moyen de transport permettant le déplacement de personnes ou de biens dans l'air.
 5. Dommages causés par une faute lourde :
Nous ne couvrons pas la responsabilité personnelle d'un assuré ayant atteint l'âge de 18 ans pour les dommages pour lesquels nous démontrons qu'ils résultent de l'une des fautes lourdes énumérées ci-après :
 - ivresse ou état analogue résultant de l'absorption de drogues, médicaments ou produits hallucinogènes qui ont pour effet de priver l'assuré du contrôle de ses actes,
 - non-respect de la réglementation applicable au contrôle des citernes.

Sont également exclus les dommages résultant d'une des fautes lourdes énumérées ci-dessus lorsqu'ils sont causés par un assuré âgé de plus de 16 ans ayant déjà

impliqué sa responsabilité personnelle pour des faits dommageables semblables. La responsabilité des parents assurés pour leur enfant mineur reste toutefois couverte. Nous pouvons récupérer nos dépenses nettes limitées auprès de cet enfant à partir de sa majorité dans les limites stipulées aux Conditions Particulières.

6. Dommages causés aux biens ou aux animaux :
Nous ne couvrons pas les dommages causés aux biens meubles ou immeubles et aux animaux qu'un assuré a sous sa garde à l'exception de ce qui est couvert par la garantie supplémentaire numéro 3 ci-dessous.
7. Dommages résultant de faits exceptionnels : nous ne couvrons pas les dommages résultant de conflit de travail ou de terrorisme.
8. Les pertes, dommages, causés en toute ou partie directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, système informatique, virus (code) informatique ou tout autre système informatique malveillant. Cette exclusion ne s'applique pas auxdites pertes, dommages, causés en toute ou partie, directement ou indirectement par l'utilisation d'un ordinateur, d'un système informatique ou de tout autres système informatique s'il ne s'agit pas d'une attaque cybernétique malveillante.

Garanties supplémentaires

1. Sauvetage bénévole :
Nous assurons le sauvetage bénévole, c'est-à-dire l'indemnisation du tiers ayant participé bénévolement au sauvetage d'un assuré ou de ses biens et ayant subi de ce fait un dommage, pour autant que ce tiers ne soit pas lui-même responsable du fait à l'origine du sauvetage.

Nous intervenons à concurrence du montant stipulé aux Conditions Particulières.

2. « BOB » :
Nous couvrons à concurrence du montant stipulé aux Conditions Particulières, la responsabilité civile d'un assuré en qualité de « BOB » pour les dommages matériels causés au véhicule appartenant à un tiers inapte à conduire au regard des normes légales ou réglementaires locales en matière d'intoxication alcoolique ou d'utilisation d'autres produits ayant un effet analogue.

Le « BOB » est l'assuré qui rend service à titre bénévole, en qualité de conducteur dudit véhicule, c'est-à-dire une voiture de tourisme à usage privé ou mixte, ou une camionnette dont la MMA n'excède pas 3,5 tonnes.

La garantie est acquise aux conditions cumulatives suivantes :

- la responsabilité de l'assuré agissant en qualité de « BOB » doit être engagée totalement ou partiellement dans l'accident de la circulation survenu en Belgique et à la suite duquel le véhicule qu'il conduit a subi un dommage matériel,
- l'assuré conducteur ne se trouve pas dans un état qui le rend inapte à conduire au regard des normes légales ou réglementaires locales en matière d'intoxication alcoolique ou d'utilisation d'autres produits ayant un effet analogue,
- le service que rend l'assuré consiste exclusivement à reconduire le tiers à son domicile ou à sa résidence de manière sécurisée,
- l'assuré conducteur doit répondre aux conditions légales et réglementaires locales pour conduire un véhicule et ne doit pas être privé ou déchu du droit de conduire,
- la preuve de l'accident de la circulation est rapportée par le constat amiable contresigné par l'autre usager de la route impliqué dans l'accident, ou, à défaut,

par un procès-verbal dressé dans les 24 heures après l'accident par les autorités compétentes,

- le tiers ne doit pas bénéficier, à quelque titre que ce soit, de l'indemnisation de son dommage auprès d'un autre assureur ou organisme assimilé.

L'indemnité est calculée en valeur réelle au jour du sinistre, déduction faite du prix de l'épave en cas de perte totale, et inclut la TVA non récupérable, la TMC ainsi que les frais d'immatriculation. L'indemnité inclut également la prise en charge des frais de remorquage du véhicule à partir du lieu de l'accident de la circulation à concurrence d'un montant maximum stipulé au Tableau des garanties. Une franchise dont le montant est indiqué aux Conditions Particulières est déduite du dommage. L'indemnité n'inclut pas la dépréciation du véhicule, ni la privation de jouissance.

La garantie est exclue :

- en cas de sinistre intentionnel,
 - lorsque le véhicule ne répond pas aux dispositions réglementaires belges sur le contrôle technique et que ce fait est en relation causale avec le sinistre,
 - lorsque l'ensemble des conditions d'application susmentionnées ne sont pas remplies.
3. Les dommages causés par un assuré aux biens meubles appartenant à des tiers qui, dans le cadre de leur vie privée et gratuitement, lui ont donné l'autorisation de l'utiliser ou lui en ont confié la garde : nous les couvrons à concurrence du montant stipulé aux Conditions Particulières.

Sont cependant exclus de la garantie, les dommages :

- causés à tout véhicule automoteur dont la vitesse maximale est égale ou supérieure à 18 km/h, aux véhicules aériens, motoneiges et jet-skis,
- causés aux voiliers d'un poids supérieur à 200 kg ou bateaux à moteur d'une puissance supérieure à 10 CV DIN,
- causés par suite de vol, disparition ou perte inexpliquée,
- causés aux pierres précieuses, perles fines non montées, lingots de métaux précieux, monnaies, billets de banque, timbres, cartes bancaires, titres d'actions, d'obligations ou de créance,
- causés à tout bien pour lequel l'assuré bénéficie à quelque titre que ce soit de la garantie de tout autre contrat d'assurance,
- causés par un assuré alors qu'il se trouve en état d'intoxication alcoolique ou d'ivresse ou un état similaire par suite d'utilisation d'autres produits ayant un effet analogue,
- causés aux animaux,
- qui découlent des cas de responsabilité civile soumis à une assurance légalement rendue obligatoire.

Exclusions générales

Les exclusions suivantes s'appliquent aux chapitres de votre police figurant dans la colonne « Chapitres » sauf dérogations figurant dans la colonne « Exceptions ».

Exclusion		Exceptions	Chapitres
Actes de guerre	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages, frais ou responsabilités résultant de la guerre étrangère ou civile.		Tous chapitres
Actes délibérés ou criminels	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages et frais subis par un assuré qui a causé le sinistre intentionnellement ni la responsabilité d'un assuré qui a causé le sinistre intentionnellement.		Tous chapitres
Animaux domestiques	Nous n'indemniserons pas les dommages autres que le décès ou la perte d'animaux domestiques suite à un sinistre incendie ou vol couvert.		Chapitre B
Confiscation et amendes	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages, frais ou responsabilités causés par ou résultant de la confiscation, mise sous séquestre, de saisie ou de destruction par ordre de tout gouvernement ou autorité publique, de même que les conséquences de toute contravention, amendes ou pénalités.		Tous chapitres
Défaillance mécanique ou électrique	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages ou frais causés par ou résultant du dérèglement, la panne, le bris, la casse des appareils électriques, électroniques ou mécaniques.	Les ascenseurs à usage privé entretenus régulièrement et qui respectent la législation en vigueur sont néanmoins couverts.	Chapitres A, B et C
Défaut d'entretien et négligence	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages, frais ou responsabilités résultant d'un défaut d'entretien caractérisé ou d'une négligence manifeste de votre part (au regard du comportement habituellement attendu et pratiqué dans une même situation).		Chapitres A, B, C et D

Exclusion		Exceptions	Chapitres
Dommages indirects	Nous n'indemniserons pas les dommages indirects que vous subissez à la suite de tout incident faisant l'objet d'une demande d'indemnisation couverte en vertu de la police.		Chapitres A, B, C et D
Facteurs environnementaux	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages ou frais causés par ou résultant de l'influence de la température ou de la lumière, de détériorations graduelles ou normales causées par l'usage et le temps, les phénomènes de rouille, moisissure, germination, condensation et humidité.	La condensation interne des doubles vitrages reste néanmoins couverte.	Chapitres A, B, C et D
Fuite d'eau	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages, frais ou responsabilités causés par ou résultant d'une fuite d'eau provenant : <ul style="list-style-type: none"> • de toute installation d'eau ou de chauffage fixe domestique, • de tout réservoir d'eau fixe, ou • de tout(e) appareil ou canalisation d'eau alors que votre habitation est inhabitée.	Cette exclusion ne s'applique pas si votre habitation ainsi que tout(e) dépendance et garage contenant des installations d'eau ou de chauffage fixes domestiques ou des appareils ou canalisations d'eau sont chauffés à une température d'au moins 5 degrés Celsius, ou Si vous fermez et vidangez les installations d'eau ou de chauffage fixes domestiques, les réservoirs d'eau fixes, les appareils et canalisations d'eau, et inspectez les bâtiments au moins une fois par semaine.	Chapitres A, B, C et D

Exclusion		Exceptions	Chapitres
Fuite	<p>Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages ou frais causés par ou résultant du gel lorsque les ornements et mobilier de jardin et statues scellées séjournent en plein air.</p> <p>Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages ou frais causés par le gel de l'eau des installations d'eau, de chauffage ou de climatisation ou par l'écoulement d'eau consécutifs au dégel en période de gel et en hiver.</p>	<p>Cette exclusion ne s'applique pas si votre habitation ainsi que tout(e) dépendance et garage contenant des installations d'eau ou de chauffage fixes domestiques ou des appareils ou canalisations d'eau sont chauffés à une température d'au moins 5 degrés Celsius, ou Si vous fermez et vidangez les installations d'eau ou de chauffage fixes domestiques, les réservoirs d'eau fixes, les appareils et canalisations d'eau, et inspectez les bâtiments au moins une fois par semaine.</p>	Chapitres A, B et C
Insectes, vermines et arachnides	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages, frais ou responsabilités causés par les mites, les vermines les insectes, les rongeurs, les arachnides, les champignons ou les bactéries.	Les pertes, dommages, frais ou responsabilités causés par les champignons qui sont la conséquence directe d'un sinistre garanti restent néanmoins couverts.	Tous chapitres
Instruments de musique	Nous n'indemniserons pas les dommages aux cordes, boyaux, peaux des instruments de musique ainsi que la dépréciation tonique.	La dépréciation tonique après restauration suite à un accident matériel garanti reste couverte.	Chapitres B et C
Piscines	Nous n'indemniserons pas les dommages causés par le gel aux piscines et leurs équipements.		Chapitre A

Exclusion		Exceptions	Chapitres
Pollution ou contamination	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages, dépenses ou responsabilités directement ou indirectement causés ou aggravés par ou résultant de pollution ou contamination.	Cette exclusion ne s'applique pas si la pollution ou contamination a été causée par un accident soudain, identifiable, involontaire et imprévu survenu pendant la période d'assurance.	Chapitres A, B, C et D
Rayures, éraflures, stries et taches	Nous n'indemniserons pas les rayures, éraflures, stries et taches.		Chapitres B, C et D
Restauration et réparation	Nous n'indemniserons pas les dommages causés par des opérations de réparation, restauration, retouches ou tous travaux effectués sur les biens assurés.	Cette exclusion ne s'applique pas aux dommages causés par des opérations suite à un sinistre garanti.	Chapitres B, C et D
Risques nucléaires	Nous n'indemniserons pas les pertes, dommages, frais ou responsabilités causés par les effets directs ou indirects d'explosions, de dégagement de chaleur, d'irradiation provenant de la transmutation de noyaux d'atome ou de la radioactivité, ainsi que ceux dus aux effets de radiation provoqués par l'accélération de particules. En ce qui concerne le terrorisme, nous n'indemniserons pas les pertes, dommages et frais causés par des armes ou des engins destinés à exploser par une modification de structure du noyau atomique.		Tous chapitres
Surveillance/Transport	Nous n'indemniserons pas le vol des biens laissés dans un véhicule sans surveillance ou commis suite à la négligence manifeste de votre part (biens sans surveillance au cours de votre déplacement).		Chapitres C et D
Travaux de construction	Les bâtiments en cours de construction, de démolition ou de rénovation lourde ne sont pas garantis.	Sauf si le bâtiment est demeuré habité et si vous démontrez qu'il n'existe aucun lien causal entre ces travaux et les dommages.	Chapitre A

Exclusion		Exceptions	Chapitres
Véhicules motorisés	Nous n'indemniserons pas les pertes ou dommages subis par les quads, motocyclettes ou voiturettes de golf pendant leur utilisation.		Chapitre B
Vice de conception	Nous n'indemniserons pas les dommages résultant de toute erreur de construction ou autre vice de conception dont vous devez avoir eu connaissance et pour lequel vous n'avez pas pris les mesures pour y remédier.		Tous chapitres
Vice propre	Nous n'indemniserons pas les dommages résultant du vice propre ou caché d'un bien et les détériorations résultant de ce vice.	Seuls sont exclus les dégâts causés au bien ou à la partie de celui qui présente le vice.	Chapitres A, B, C et D
Vins et spiritueux	Nous n'indemniserons pas la porosité, la perte naturelle de contenu, le vice propre ou de bouchonnage de vos vins et spiritueux.		Chapitres B et C

Titre 3 – Guide d'indemnisation des sinistres

Que faire en cas de sinistre ?

En cas de sinistre, vous vous engagez à :

- Dans tous les cas, prévenir et atténuer les conséquences du sinistre :
 - prendre toutes les mesures utiles en vue de réduire les conséquences du sinistre,
 - éviter de modifier sans nécessité la situation des biens sinistrés et solliciter notre accord avant de procéder à une réparation,
 - vous abstenir de toute reconnaissance de responsabilité ou de toute promesse d'indemnisation, il va de soi que vous pouvez reconnaître la matérialité des faits et apporter les premiers secours pécuniaires et les soins médicaux immédiats à une victime éventuelle,
 - ne pas renoncer aux recours contre les responsables et les garants sans notre autorisation.
- Et de plus, en cas de vol, de tentative de vol, de dégradations immobilières, de vandalisme ou de malveillance :
 - à déposer immédiatement plainte auprès des autorités judiciaires ou de police.
 - à effectuer toutes les démarches utiles en cas de vol de titres, ou autres valeurs (faire opposition, contacter les organismes de crédit, communiquer les numéros de titres volés, etc.).

- Déclarer le sinistre le plus rapidement possible et au plus tard dans les huit jours de sa survenance ou du moment où vous en avez eu connaissance. Toutefois nous ne pouvons nous prévaloir de ce que ce délai n'a pas été respecté, si le sinistre a été déclaré aussi rapidement que cela pouvait raisonnablement se faire.
- Dans le même temps, nous renseigner de manière précise sur les circonstances du sinistre, ses causes et l'étendue des dégâts, l'identité des témoins et des victimes etc.
- Collaborer au règlement du sinistre :
 - nous transmettre sans délai et nous autoriser à nous procurer tous les documents utiles et tous les renseignements nécessaires à la bonne gestion du dossier. A cet effet, veuillez à rassembler dès la survenance du sinistre toutes les pièces justificatives des dégâts.
 - accueillir notre délégué ou notre expert et faciliter leurs constatations.
 - nous adresser le plus rapidement possible un état estimatif des dégâts et de la valeur des biens assurés avec indication de l'identité des propriétaires autres que vous-même.
- De plus, lorsque votre responsabilité est mise en cause, nous faire parvenir dans les 48 heures de leur remise ou signification toutes citations, assignations, tous actes judiciaires ou extrajudiciaires et accomplir tous actes de procédure que nous vous demandons.

Quelles sont les sanctions en cas de non-respect des obligations à respecter en cas de sinistre ?

En cas d'inobservation de ces obligations et s'il en résulte un préjudice pour nous, nous réduirons nos prestations à concurrence du préjudice que nous avons subi. Nous déclinons notre garantie si c'est dans une intention frauduleuse que l'obligation n'a pas été exécutée.

Expertise

En cas d'expertise, vous avez la possibilité de mandater un expert afin de déterminer le montant des dégâts en accord avec notre expert. Cette possibilité ne vaut pas pour les garanties de responsabilité civile (Titre 2, chapitre E).

En cas de désaccord entre eux, ils en désignent un troisième, avec lequel ils forment un collège qui statue à la majorité des voix. A défaut de majorité, l'avis du troisième expert prévaut. Si l'une des parties ne désigne pas d'expert ou si les experts des parties ne s'accordent pas sur le choix du troisième, la désignation sera faite par le Président du Tribunal de Première Instance de votre domicile, à la requête de la partie la plus diligente.

Il en ira de même si un expert ne remplit pas sa mission.

Les experts sont dispensés de toute formalité judiciaire.

Les honoraires de votre expert sont pris en charge par nous sur base du barème repris dans les Conditions Particulières. Les honoraires du troisième expert sont avancés par nous et sont à la charge de la partie à laquelle il n'a pas été donné raison.

Quels sont nos engagements en cas de sinistre ?

A partir du moment où les garanties sont acquises et dans les limites de celles-ci, nous nous engageons :

- Lorsqu'il s'agit de pertes ou dommages matériels à vos biens :
 - à gérer le dossier au mieux de vos intérêts et à verser l'indemnité due ou une première tranche de celle-ci dans les 30 jours suivant celui où nous sommes en possession de tous les éléments nécessaires à l'indemnisation,
 - après vous avoir indemnisé, nous pouvons nous retourner contre l'éventuel responsable des dégâts pour lui réclamer le remboursement des indemnités versées,
 - sauf en cas de malveillance nous renonçons à tout recours contre
 - vos descendants, vos ascendants, votre conjoint, vos alliés en ligne directe, les personnes vivant à votre foyer, vos hôtes et les membres de votre personnel de maison,
 - les personnes désignées par le contrat,
 - votre bailleur lorsque cet abandon de recours est prévu dans le bail,
 - les régies et fournisseurs d'électricité, de gaz, d'eau etc., dans la mesure où vous avez dû abandonner votre recours.
 Si ces personnes sont effectivement couvertes par une assurance et dans la mesure de celle-ci nous pouvons exercer notre recours.
- Lorsque votre responsabilité est mise en cause :
 - à prendre fait et cause pour vous-même et à mener à bien, à votre place et s'il y a lieu, l'indemnisation de la victime du dommage.

Quels sont les modalités d'indemnisation ?

- En cas de reconstruction ou de reconstitution des biens sinistrés, après versement de la première tranche d'indemnité selon les modalités prévues par la loi relative aux assurances, votre indemnité vous sera versée au fur et à mesure de la reconstruction ou de la réparation, sur présentation des justificatifs des travaux et de leur montant.
- Taxes
 - Toutes les charges fiscales grevant l'indemnité sont supportées par le bénéficiaire.
 - La T.V.A. n'est indemnisée que dans la mesure où il est justifié de son paiement et de sa non-récupérabilité.

- Franchise

Vous restez votre propre assureur pour le montant de la franchise qui est stipulé aux Conditions Particulières. La franchise est déduite de l'indemnité.

La franchise n'est pas indexée sauf en ce qui concerne la franchise relative à la garantie RC Vie privée qui est automatiquement adaptée selon le rapport entre :

- l'indice des prix à la consommation en vigueur le mois qui précède le sinistre et

- l'indice de janvier 2001, soit 177,83 (base 100 en 1981)
- Cependant, lorsque votre responsabilité est mise en cause, la franchise est d'application uniquement pour les dommages matériels.

- Lorsque nous vous indemnisons à concurrence de 100 % de la valeur déclarée ou agréée d'un objet d'art et de collection ou d'un objet précieux, bijou ou montre, cet objet nous appartient. Si un objet perdu ou volé est retrouvé après indemnisation, nous en sommes de plein droit propriétaires.
- En ce qui concerne les dommages causés par des actes de terrorisme ou des catastrophes naturelles, vous vous engagez à nous rétrocéder toute indemnité qui vous serait versée par les autorités dans la mesure où elle ferait double emploi avec l'indemnité que nous vous aurions payée.

Que faire en cas de récupération d'objets volés ou perdus ?

Vous devez nous aviser de la récupération des objets volés ou perdus dans un délai de 15 jours. Si l'indemnité n'a pas été versée, nous prenons en charge les détériorations éventuellement subies par les dits objets y compris la dépréciation ainsi que les frais que vous avez engagés, avec notre accord préalable écrit, pour leur récupération.

Si l'indemnité a été versée, vous pouvez dans un délai d'un mois :

- soit reprendre les objets et nous rembourser l'indemnité déduction faite de la somme destinée à couvrir les détériorations et les frais engagés, avec notre accord, pour leur récupération,
- soit ne pas les reprendre.

Titre 4 – La vie du contrat

Les obligations de prévention

Il est indispensable que vous teniez compte des mesures de prévention demandées. Si leur non-respect a contribué à la survenance du sinistre, nous limiterons ou refuserons l'indemnisation. En particulier, nous vous demandons de tenir compte des mesures de prévention suivantes :

Sauf mention contraire dans les Conditions Particulières, les locaux renfermant les objets assurés doivent être protégés par un système d'alarme en bon état de fonctionnement, entretenu annuellement par une entreprise de sécurité agréée par le Ministère de l'intérieur.

Il est convenu que, dès que le bâtiment est inoccupé :

- la garantie Vol est subordonnée à la mise en état de fonctionnement du système d'alarme et à l'utilisation des moyens de protection,
- la fermeture des fenêtres, portes, coupoles, soupiraux et toutes les autres ouvertures des bâtiments à l'aide de tous les moyens dont ils sont équipés à cet effet est toujours obligatoire.

En cas d'interruption du fonctionnement de l'installation d'alarme, vous vous engagez à vous adresser sans délai à votre installateur pour procéder au dépannage et à prendre les mesures les plus appropriées possibles pour la surveillance de vos biens au lieu de votre risque pendant la durée de la panne.

En ce qui concerne les objets transportés dans un véhicule, lorsque celui-ci est inoccupé, vous devez placer les objets dans le coffre à bagage ou tout autre endroit totalement occulte.

La prime d'assurance

Lors de la conclusion du contrat, à chaque échéance ou lors de l'émission de nouvelles Conditions Particulières, vous recevez une invitation à payer ou un avis d'échéance.

La prime comprend d'une part son montant net et d'autre part les taxes, les contributions et les frais.

En cas de défaut de paiement de la prime, nous vous enverrons une mise en demeure via envoi recommandé. Elle comportera sommation de payer la prime dans un délai de 15 jours. Si la prime n'est pas payée dans ce délai, les garanties de votre contrat seront suspendues jusqu'au paiement des primes échues. Lorsque nous avons suspendu les garanties de votre contrat, nous avons la possibilité de résilier le contrat à l'expiration d'un délai de 15 jours à compter du premier jour de la suspension des garanties. Si nous n'avons pas notifié la résiliation dans la mise en demeure, nous vous enverrons une nouvelle mise en demeure par envoi recommandé dans un délai de 15 jours.

Application de la garantie dans le temps

La garantie porte sur le dommage survenu entre la prise d'effet initiale de la garantie et sa date de résiliation ou d'expiration, quelle que soit la date des autres éléments constitutifs du sinistre. L'ensemble des dommages dus à une même cause constitue un seul et même sinistre et se rattache à l'année d'assurance durant laquelle le premier dommage est occasionné

Les montants assurés

Les montants définis dans les Conditions Particulières constituent la somme maximale versée par sinistre après déduction, le cas échéant, d'une franchise.

Les montants assurés des chapitres A (Les biens immobiliers) et B (Contenu Général) sont automatiquement adaptés, selon le rapport existant entre :

- l'indice du coût de la construction en vigueur à l'échéance annuelle, établi tous les six mois par un organisme d'experts indépendants désigné par Assuralia, dit indice ABEX et
- l'indice ABEX indiqué aux conditions particulières

Les primes évoluent en fonction de l'évolution des montants assurés.

En cas de sinistre, l'indice en vigueur au jour du sinistre déterminera le calcul des montants assurés.

Les montants stipulés dans les Conditions Particulières qui constituent des sous-limites ou des limites supplémentaires de garantie ne sont pas indexés.

Les montants assurés du chapitre E (Responsabilité civile) sont liés à l'indice des prix à la consommation (indice de base janvier 2001, soit 177,83, base 100 en 1981). L'indice applicable en cas de sinistre est celui du mois précédent sa survenance.

La durée du contrat

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'1 an. A la fin de chaque période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement pour une durée d'1 an sauf si une des parties résilie le contrat.

Correspondance

Toutes les correspondances qui nous sont destinées sont valablement adressées à l'un de nos sièges d'exploitation en Belgique.

Toutes les correspondances qui vous sont destinées sont valablement adressées à l'adresse indiqué dans le contrat ou celle qui nous aurait été notifiée ultérieurement.

Sauf lorsque l'envoi d'un envoi recommandé est nécessaire, vous avez la possibilité de communiquer avec nous par courrier ordinaire, par téléphone, par fax ou par e-mail.

La langue utilisée dans le cadre du présent contrat sera la langue des Conditions Particulières et des présentes Conditions Générales.

Protection de la vie privée

Les Responsable du traitement des données :

JEAN VERHEYEN, S.A. dont le siège social est établi Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles, enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le n° 0431.491.731 (ci-après dénommée « JEAN VERHEYEN »).

Délégué à la protection des données :

Le délégué à la protection des données de JEAN VERHEYEN peut être contacté aux adresses suivantes :

par courrier postal: Jean Verheyen - Data Protection Officer
Rue de la Limite 17
1210 Bruxelles

par courrier électronique: privacy@verheyen.be

Finalités des traitements et destinataires des données :

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci, de l'employeur de la personne concernée ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN pour les finalités suivantes :

- la gestion du fichier des personnes :
- Il s'agit des traitements effectués pour établir et tenir à jour les bases de données – en particulier les données d'identification – relatives à toutes les personnes physiques ou morales qui sont en relation avec JEAN VERHEYEN.
- Ces bases de données sont tenues à jour et enrichies sur la base des informations que la personne concernée fournit à JEAN VERHEYEN ou d'informations provenant de sources externes de données.
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'une obligation légale.
- la gestion du contrat d'assurance :
- Il s'agit des traitements effectués en vue d'accepter ou refuser – de manière automatisée ou non – les risques préalablement à la conclusion du contrat d'assurance ou lors de remaniements ultérieurs de celui-ci ; de confectionner, mettre à jour et mettre fin au contrat d'assurance ; de recouvrer – de manière automatisée ou non – les primes impayées ; de gérer les sinistres et de régler les prestations d'assurance.
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance ainsi que d'obligation légale.
- le service à la clientèle, l'amélioration du service à la clientèle et les enquêtes de satisfaction :
- Il s'agit des traitements effectués dans le cadre des services digitaux fournis aux clients complémentairement au contrat d'assurance (par exemple, l'offre d'outils et services afin de simplifier la gestion de la police d'assurance, d'accéder aux documents liés à la police ou de faciliter les formalités pour la personne concernée en cas de sinistre).
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution du contrat d'assurance et/ou de ces services digitaux complémentaires.
- La gestion de la relation entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances :

- Il s'agit des traitements effectués dans le cadre de la collaboration entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant en l'exécution des conventions entre JEAN VERHEYEN et l'intermédiaire d'assurances.
 - la détection, prévention et lutte contre la fraude :
- Il s'agit de traitements effectués en vue de détecter, prévenir et lutter – de manière automatisée ou non – contre la fraude à l'assurance.
- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurance elle-même.
 - la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme :
- Il s'agit de traitements effectués en vue de prévenir, de détecter et de lutter – de manière automatisée ou non – contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme.
- Ces traitements sont nécessaires à l'exécution d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise.
 - la réalisation de tests, y compris les tests informatiques :
- Cela inclut des traitements en vue de développer et d'assurer le fonctionnement approprié d'applications nouvelles ou mises à jour.
- Ces traitements sont nécessaires aux fins des intérêts légitimes poursuivis par JEAN VERHEYEN, consistant à développer des applications afin d'exercer ses activités liées aux finalités de traitements listées dans ce chapitre.
 - La surveillance du portefeuille :
- Il s'agit de traitements effectués en vue de contrôler et, le cas échéant, de restaurer – de manière automatisée ou non – l'équilibre technique et financier des portefeuilles d'assurances.
- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans la préservation ou la restauration de l'équilibre technique et financier du produit, de la branche ou de l'entreprise d'assurances elle-même.
 - Les études et modèles statistiques pour générer des rapports :
- Il s'agit de traitements effectués en vue d'effectuer des études statistiques à finalités diverses telles que la sécurité routière, la prévention des accidents domestiques, la prévention des incendies, l'amélioration des processus de gestion de JEAN VERHEYEN, l'acceptation des risques et la tarification.
- Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans l'engagement sociétal, dans la recherche d'efficacités et dans l'amélioration de la connaissance de ses métiers.
 - La gestion et la surveillance des risques :
- Cela inclut des traitements par JEAN VERHEYEN ou un tiers afin d'effectuer la gestion et la surveillance des risques de l'organisation de JEAN VERHEYEN, y compris les inspections, la gestion des plaintes et l'audit interne et externe.
- Ces traitements sont nécessaires au respect d'une obligation légale à laquelle JEAN VERHEYEN est soumise ou aux fins des intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant à assurer des mesures de protection appropriées pour la gouvernance de ses activités.

Dans la mesure où la communication des données à caractère personnel est nécessaire pour permettre de réaliser les finalités énumérées ci-dessus, les données à caractère personnel peuvent être communiquées à d'autres entreprises membres du Groupe AXA, à des entreprises et/ou à des personnes en relation avec celles-ci (avocats, experts, médecins conseils, Les inspecteurs privés dans le contexte de la détection des fraudes, réassureurs, coassureurs, intermédiaires d'assurances, prestataires de services, autres entreprises d'assurances, auditeurs externes, représentants, bureau de suivi de la tarification, bureaux de règlement de sinistres, TRIP ASBL, Datassur, Alfa Belgium, Le Fonds Commun de Garantie Belge (FCGB) et autres organisations sectorielles) en vue d'être traitées conformément à ces finalités. L'annexe à la présente peut être consultée pour plus de détails concernant Datassur et Alfa Belgium.

Ces données peuvent également être communiquées aux autorités de contrôle, aux services publics compétents ainsi qu'à tout autre organisme public ou privé avec lequel JEAN VERHEYEN peut être amenée à échanger des données à caractère personnel conformément à la législation applicable.

Lorsque la personne concernée est également cliente d'autres entités du Groupe AXA, ces données à caractère personnel peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN dans des fichiers communs en vue de la gestion du fichier des personnes, en particulier la gestion et la mise à jour des données d'identification.

La personne concernée peut recevoir des clauses spécifiques de JEAN VERHEYEN durant l'exécution de la police, par exemple une clause applicable au traitement d'un sinistre. Lesdites clauses spécifiques n'affecteront pas la validité de la présente clause ni son applicabilité pour les finalités énumérées ci-dessus.

Traitement de données sensibles

En vertu des lois applicables en matière de protection des données, certaines données (appelées « données personnelles sensibles ») bénéficient d'une protection particulière. Parmi ces dernières, JEAN VERHEYEN traite les données relatives à la santé et aux condamnations pénales selon les principes suivants :

Données concernant la santé

JEAN VERHEYEN ne traite les données concernant la santé de la personne concernée que sur base de son consentement explicite ou si elles sont nécessaires à la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice, conformément aux lois applicables. JEAN VERHEYEN ne traite pas les données concernant la santé de la personne concernée à des fins de marketing direct et ne permet pas non plus à des tiers de le faire.

Données à caractère personnel relatives aux condamnations pénales et aux infractions

JEAN VERHEYEN traite des données à caractère personnel relatives à des condamnations pénales et à des infractions, dans le but de constater, d'exercer ou de défendre des droits en justice et/ou en cas de fraude. Ces données sont traitées dans des cas très limités et uniquement dans la mesure où la loi le permet, en prévoyant des garanties appropriées pour les droits et libertés de la personne concernée.

Traitement des données à des fins de marketing direct

Les données à caractère personnel, communiquées par la personne concernée elle-même ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN de la part des entreprises membres du groupe AXA, des entreprises en relation avec celles-ci ou de tiers, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN à des fins de marketing direct (actions commerciales, invitations à des événements, publicités personnalisées, profilage, couplage de données, notoriété de la marque, ...), en vue d'améliorer sa connaissance de ses clients et prospects, d'informer ces derniers à propos de ses activités, produits et services, et de leur adresser des offres commerciales.

Ces données à caractère personnel peuvent également être communiquées à d'autres entreprises du Groupe AXA et à l'intermédiaire d'assurances aux fins de leur propre marketing direct ou à des fins d'opérations communes de marketing direct, en vue d'améliorer la connaissance des clients et prospects communs, d'informer ces derniers à propos de leurs activités, produits et services respectifs, et de leur adresser des offres commerciales.

En vue d'offrir les services les plus appropriés en relation avec le marketing direct, ces données à caractère personnel peuvent être communiquées à des entreprises et/ou à des personnes intervenant en qualité de sous-traitants ou de prestataires de service au bénéfice de JEAN VERHEYEN, des autres entreprises du Groupe AXA et/ou de l'intermédiaire d'assurances.

Ces traitements sont nécessaires aux intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN consistant dans le développement de son activité économique. Le cas échéant, ces traitements peuvent être fondés sur le consentement de la personne concernée.

Traitement des données à des fins de géolocalisation :

Dans le cas où JEAN VERHEYEN utilise les données à caractère personnel de la personne concernée à des fins de géolocalisation, le consentement de cette dernière est demandé sauf si la base légale pour ce traitement repose sur une obligation légale ou lorsque le traitement est nécessaire pour exécuter le contrat d'assurance. En tous cas, il est fait explicitement mention de la collecte de données de géolocalisation dans le contrat d'assurance.

Transfert des données dans l'Union Européenne et en dehors

Les autres entreprises du Groupe AXA, les entreprises et/ou les personnes en relation avec celles-ci auxquelles les données à caractère personnel sont communiquées, peuvent être situées aussi bien dans l'Union Européenne qu'en dehors.

En cas de transferts de données à caractère personnel à des tiers situés en dehors de l'Union Européenne, JEAN VERHEYEN se conforme aux dispositions légales et réglementaires en vigueur en matière de tels transferts. Elle assure, notamment, un niveau de protection adéquat aux données à caractère personnel ainsi transférées sur la base des mécanismes alternatifs mis en place par la Commission européenne, tels les clauses contractuelles standard, ou encore les règles d'entreprise contraignantes du Groupe AXA en cas de transferts intragroupe (Mon. B. 6/10/2014, p. 78547). La personne concernée peut obtenir une copie des mesures mises en place par JEAN VERHEYEN pour pouvoir transférer des données à caractère personnel hors de l'Union Européenne en envoyant sa demande à JEAN VERHEYEN à l'adresse indiquée ci-dessous (paragraphe « Contacter JEAN VERHEYEN »). La personne concernée peut aussi obtenir une liste des pays pour lesquels une décision d'adéquation des transferts est existante ou non.

Conservation des données :

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel collectées relatives au contrat d'assurance pendant toute la durée de la relation contractuelle ou de la gestion des dossiers sinistres, avec mise à jour de celles-ci chaque fois que les circonstances l'exigent, prolongée du délai légal de conservation ou du délai de prescription de manière à pouvoir faire face aux demandes ou aux éventuels recours qui seraient engagés après la fin de la relation contractuelle ou après la clôture du dossier sinistre.

JEAN VERHEYEN conserve les données à caractère personnel relatives à des offres refusées ou auxquelles JEAN VERHEYEN n'a pas donné suite jusqu'à cinq ans après l'émission de l'offre ou du refus de conclure.

Traitement des données à des fins de candidature à un emploi :

Les données à caractère personnel communiquées par le candidat ou reçues légitimement par JEAN VERHEYEN, responsable des traitements, peuvent être traitées par JEAN VERHEYEN en vue du recrutement. Ces traitements sont nécessaires pour l'exécution du contrat ou des mesures précontractuelles. Toutes les informations seront traitées avec la plus grande discrétion et resteront strictement confidentielles.

Nécessité de fournir les données à caractère personnel :

JEAN VERHEYEN demande les données à caractère personnel liées à la personne concernée afin de conclure et d'exécuter la police d'assurance. Ne pas fournir ces données peut rendre impossible la conclusion ou la bonne exécution du contrat d'assurance.

Confidentialité :

JEAN VERHEYEN a pris toutes les mesures nécessaires afin de préserver la confidentialité des données à caractère personnel et afin de se prémunir contre tout accès non autorisé, toute mauvaise utilisation, modification ou suppression de celles-ci. A cette fin, JEAN VERHEYEN suit les standards de sécurité et de continuité de service et évalue régulièrement le niveau de sécurité de ses processus, systèmes et applications ainsi que ceux de ses partenaires.

Les droits de la personne concernée :

La personne concernée a le droit :

- d'obtenir de JEAN VERHEYEN la confirmation que des données à caractère personnel la concernant sont ou ne sont pas traitées et, lorsqu'elles le sont, d'accéder à ces données ;
- de faire rectifier et, le cas échéant, de faire compléter ses données à caractère personnel qui sont inexactes ou incomplètes ;
- de faire effacer ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de faire limiter le traitement de ses données à caractère personnel dans certaines circonstances ;
- de s'opposer, pour des raisons tenant à sa situation particulière, à un traitement des données à caractère personnel fondé sur les intérêts légitimes de JEAN VERHEYEN. Le responsable du traitement ne traite plus les données à caractère personnel, à moins qu'il ne démontre qu'il existe des motifs légitimes et impérieux pour le traitement qui prévalent sur les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée ;
- de s'opposer au traitement de ses données à caractère personnel à des fins de marketing direct, y compris au profilage effectué à des fins de marketing direct ;
- de ne pas faire l'objet d'une décision fondée exclusivement sur un traitement automatisé, y compris le profilage, produisant des effets juridiques la concernant ou l'affectant de manière significative ; sauf si ce traitement automatisé est nécessaire à la conclusion ou à l'exécution d'un contrat, auquel cas elle a le droit d'obtenir une intervention humaine de la part de JEAN VERHEYEN, d'exprimer son point de vue et de contester la décision de JEAN VERHEYEN;
- de recevoir ses données à caractère personnel qu'elle a fournies à JEAN VERHEYEN, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine ; de transmettre ces données à un autre responsable du traitement, lorsque (i) le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement ou pour les besoins de l'exécution d'un contrat et (ii) le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés ; et d'obtenir que ses données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible ;
- de retirer son consentement à tout moment, sans préjudice des traitements effectués de manière licite avant le retrait de celui, lorsque le traitement de ses données à caractère personnel est fondé sur son consentement.

Modifications apportées à la présente clause de protection des données

Le traitement des données à caractère personnel peut évoluer selon plusieurs facteurs, comme les changements réglementaires, les développements techniques et les modifications des finalités du traitement. JEAN VERHEYEN publiera régulièrement des versions actualisées de la clause de protection des données sur la page « Vie privée » du site AXA.be. En cas de modifications majeures, Jean Verheyen fournira des efforts raisonnables pour s'assurer que les personnes concernées en prennent connaissance.

Contacter JEAN VERHEYEN

La personne concernée peut contacter JEAN VERHEYEN pour exercer ses droits par courrier postal daté et signé, accompagné d'une copie de la carte d'identité, adressé à : JEAN VERHEYEN - Data Protection Officer, Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles. JEAN VERHEYEN traitera les demandes dans les délais prévus par la loi. Sauf demande manifestement infondée ou excessive, aucun paiement ne sera exigé pour le traitement de ses demandes.

Introduire une plainte concernant le traitement des données à caractère personnel
Si la personne concernée estime que JEAN VERHEYEN ne respecte pas la réglementation en la matière, elle est invitée à contacter en priorité JEAN VERHEYEN. La personne concernée peut introduire une plainte auprès de JEAN VERHEYEN via l'adresse e-mail privacy@verheyen.be.

La personne concernée peut aussi introduire une réclamation concernant le traitement de ses données à caractère personnel auprès de l'Autorité de Protection des Données Personnelles à l'adresse suivante :

Rue de la Presse, 35
1000 Bruxelles
Tél. + 32 2 274 48 00 - Fax. + 32 2 274 48 35
contact@apd-gba.be

La personne concernée peut également déposer une plainte auprès du tribunal de première instance de son domicile.

Échange d'informations dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance et analyse de risque

Généralité – Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'application des sanctions prévues dans la législation applicable et/ou les conditions générales ou particulières et peut donner lieu à des poursuites pénales. Afin de détecter et de lutter contre la fraude à l'assurance, et pour analyser des risques, les assureurs s'échangent certaines données à caractère personnel. Vous trouverez ci-dessous de plus amples informations concernant deux banques de données créées à cette fin au sein du secteur de l'assurance. Occasionnellement, les assureurs s'échangeront en outre directement des informations, dont des données à caractère personnel, dans le cadre de la détection et de la lutte contre la fraude à l'assurance.

Fichier RSR - Le fichier RSR est géré par Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0456.501.103), le responsable du traitement. Les données à caractère personnel de l'assuré (du candidat-assuré) peuvent, dans l'intérêt légitime des assureurs qui sont membres de Datassur, être communiquées à Datassur pour enregistrement dans le fichier RSR. Le fichier RSR a pour finalité une bonne analyse du risque et la lutte contre la fraude à l'assurance. L'enregistrement de données à caractère personnel dans le fichier RSR est uniquement possible dans les cas qui peuvent être consultés via <https://www.datassur.be/fr/services/rsr>. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant du fichier RSR.

Banque de données sinistres - La Banque de données sinistres est gérée par Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, numéro BCE 0833.843.870), le responsable du traitement. Après la déclaration d'un sinistre dans le cadre de la branche automobile, un nombre limité de données à caractère personnel de l'assuré, du conducteur et de la partie adverse qui sont impliqués dans le sinistre seront communiquées dans l'intérêt légitime des membres d'Alfa Belgium à Alfa Belgium pour enregistrement dans la Banque de données sinistres. Les membres d'Alfa Belgium sont les assureurs, le FCGB et le BBAA. La Banque de données sinistres a pour finalité la lutte contre la fraude (organisée) à l'assurance.

La fonctionnalité de la Banque de données sinistres se limite à fournir des informations neutres sans aucune analyse ou enquête sur une éventuelle fraude à l'assurance. Sur la base du fichier de résultats, les membres d'Alfa Belgium pourront établir d'éventuels liens entre des dossiers de sinistres. L'analyse du fichier de résultats et l'enquête subséquente restent de la compétence et responsabilité exclusives des membres d'Alfa Belgium. Un assureur ne peut pas prendre une décision basée exclusivement sur des informations émanant de la Banque de données sinistres.

Vos droits et informations complémentaires – En tant que personne concernée, vous disposez d'un droit d'information, d'un droit d'accès, d'un droit de correction, d'un droit de suppression, d'un droit de limitation du traitement, d'un droit d'opposition et d'un droit d'introduire une plainte auprès de l'Autorité de la protection des données (rue de la Presse 35, 1000 Bruxelles, contact@apdgba.be, <https://autoriteprotectiondonnees.be>). Afin d'exercer vos droits concernant le fichier RSR, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Datassur (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou privacy@datassur.be). Afin d'exercer vos droits concernant la Banque de données sinistres, il vous est toujours loisible de prendre contact avec Alfa Belgium (1000 Bruxelles, Square de Meeûs 29, ou info@alfa-belgium.be). Vous devez joindre une copie de votre carte d'identité à votre lettre ou votre e-mail. Des informations complémentaires sur la politique de Datassur et d'Alfa Belgium concernant le traitement de données à caractère personnel et vos droits en tant que personne concernée sont disponibles via <https://www.datassur.be/fr/privacy-notice-fr> (Datassur) et <https://www.alfa-belgium.be/fr/vie-privee> (Alfa Belgium).

Comment mettre fin au contrat ?

Vous et nous pouvons résilier le contrat :

- En cas de transfert définitif de votre domicile à l'étranger ;
- Après une déclaration de sinistre, mais au plus tard dans le mois du dernier paiement ou du refus de paiement de l'indemnité par nous.

Vous pouvez résilier le contrat :

- Au moins 2 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat. Après l'expiration d'un délai d'un 1 an à compter de la prise d'effet du contrat d'assurance, vous pouvez résilier le contrat à tout moment si vous êtes une personne physique et que le contrat d'assurance ne concerne pas, ou pas principalement, votre activité professionnelle.
- En cas d'augmentation de prime ou de modification des conditions moyennant un préavis de trois mois à compter de la notification de la dite augmentation ou modification ;
- Si nous sommes déclarés en faillite, sous réorganisation judiciaire ou que nous avons un retrait d'agrément ;
- En cas de diminution du risque et s'il n'y a pas d'accord sur le montant de la prime adaptée ;
- Dans son intégralité, si nous résilions un volet d'une police combinée.

Nous pouvons résilier le contrat :

- Au plus tard 3 mois avant la date d'échéance annuelle du contrat ;
- Si vous nous avez communiqué des informations inexactes au sujet du risque ou avez omis de nous communiquer des informations importantes et que nous ne vous aurions pas proposé de police si nous avions été en possession de ces informations ;
- En cas de non-paiement de la prime ;
- En cas d'aggravation du risque, que nous ne souhaitons pas assurer tel quel. Nous sommes tenus de vous signifier notre décision 30 jours au plus tard après réception de cette information ;
- En cas d'aggravation du risque, si nous ne nous entendons pas sur le nouveau montant de la prime ;
- Si nous portons plainte contre au pénal pour cause de fraude à l'assurance ;
- Si vous veniez à décéder ou que vous soyez déclaré en faillite.

Le contrat n'est pas résilié immédiatement après avoir été dénoncé. Le préavis dépend du motif de la résiliation. Si nous résilions le contrat avant la date d'échéance principale ou en cas de résiliation après sinistre, le délai de préavis s'élève à 3 mois. Si vous résiliez le contrat avant la date d'échéance principale, il y a un délai de préavis de 2 mois ; dans tous les autres cas il est fixé à 1 mois. La résiliation se fait par envoi recommandé, par exploit d'huissier ou remise de la lettre de résiliation contre récépissé.

Prise d'effet de la résiliation :

Lorsque vous résiliez le contrat, en cas de modification des conditions et/ou du tarif, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, mais au plus tôt à l'échéance annuelle à laquelle la modification aurait pu entrer en vigueur.

Lorsque nous résilions le contrat, la résiliation prend effet à l'expiration du même délai, sauf lorsque la loi autorise un délai plus court. Nous vous indiquons ce délai dans l'envoi recommandé que nous vous adressons.

En cas de résiliation par l'une des parties après sinistre, la résiliation prend effet à l'expiration d'un délai de 3 mois à compter de la notification. Ce délai est ramené à 1 mois lorsque l'assuré a manqué à ses obligations dans le but de nous tromper.

Expiration de plein droit du contrat :

En cas de disparition de l'intérêt ou de l'objet d'assurance.

CAS PARTICULIER : Décès du preneur d'assurance

L'assurance Habitation/Contenu est transférée au nouveau titulaire de l'intérêt assuré.

Toutefois, ces personnes peuvent y renoncer par envoi recommandé dans les 3 mois et 40 jours du décès. Nous pouvons également résilier le contrat dans les 3 mois à compter du jour où nous avons connaissance du décès.

Séparation ou divorce

L'assurance Habitation/Contenu reste acquise pour le bâtiment et son contenu. Celui qui prend une résidence séparée veillera à l'assurer.

Cession du bien immeuble assuré

Votre contrat prend fin de plein droit 3 mois après la passation de l'acte authentique.

Modification du tarif

Quand nous modifions le tarif, nous adaptons votre contrat à la prochaine échéance annuelle. Nous vous tenons au courant et vous pouvez résilier le contrat comme prévu sous le titre « Fin du contrat ».

Plaintes

Afin de mieux vous servir, nous regardons constamment la qualité de nos produits et le niveau de service que nous offrons.

Si, malgré tout, vous n'êtes pas satisfait, vous pouvez toujours nous contacter:

- par mail : patrimony@verheyen.be;
- par téléphone: +32 2 250 63 11 ;
- par lettre: Rue de la Limite 17 à 1210 Bruxelles.

Nous ferons tous les efforts pour vous aider.

Vous pouvez également contacter l'Ombudsman de l'assurance

- par un formulaire web : www.ombudsman-insurance.be;
- par courrier électronique : info@ombudsman-insurance.be;
- par téléphone : +32 (2) 547 58 71 ;
- par lettre, adressée à l'Ombudsman des Assurances, square de Meeûs 35, 1000 Bruxelles.

Titre 5 – LEXIQUE

Certains termes utilisés dans le présent contrat, dont vous trouverez la liste ci-dessous, ont un sens particulier. Pour vous aider à identifier ces termes, nous les avons imprimés en caractères gras.

Activités professionnelles à domicile

Travail de bureau sans réception de clientèle, effectué à votre habitation par vous-même ou vos employés, à condition que leur nombre total ne dépasse pas 5. Le terme « travail de bureau » désigne uniquement le travail administratif et exclut tout travail manuel ou toute utilisation de machines autres que l'équipement professionnel.

Avenant

Toute modification de la police que nous avons acceptée par écrit.

Bâtiment

Ensemble des constructions permanentes à usage principalement d'habitation, séparées ou non.

Il comprend :

- l'ensemble des autres constructions permanentes à usage privé existant sur le terrain de l'habitation, tels que les accès privés, les fondations, les cours, les terrasses, les clôtures, les haies, les piscines en matériaux durs et les terrains de tennis,
- les aménagements et embellissements lorsqu'ils ont été exécutés aux frais de l'assuré propriétaire ou acquis d'un locataire,
- les matériaux se trouvant à pied d'œuvre et destinés à être incorporés au bâtiment,

à condition que l'ensemble de ces éléments soient situés à l'adresse spécifiée aux Conditions Particulières.

Le jardin ne fait pas partie du bâtiment. Il est couvert dans le cadre d'une extension spécifique à la garantie du bâtiment.

Biens situés en extérieur

Mobilier, décorations et statues de jardin qui ne sont pas mentionnés dans les garanties du chapitre C (Objets d'art et de collection) des Conditions Particulières et autres objets similaires qui sont généralement laissés en extérieur.

Cartes de crédit

Cartes de crédit, bancaires, accréditives, de débit ou de retrait d'argent.

Conditions Particulières

Le document qui vous a été envoyé lorsque nous avons accepté de vous assurer et toute modification ultérieure, la date la plus récente étant retenue, indiquant le nom de l'assuré, l'adresse de votre habitation, votre adresse de correspondance, les sommes assurées au titre de chaque section de la police, la prime, l'indice et la période d'assurance. Elles font partie intégrante de votre contrat.

Conflit de travail

Toute contestation collective sous quelque forme qu'elle se manifeste dans le cadre des relations de travail y compris la grève (arrêt concerté du travail) ou le lock-out (fermeture provisoire décidée par une entreprise afin d'emmener son personnel à composer dans un conflit de travail).

Contenu

Sont considérés comme du contenu :

- le fonds de maison,
- le mobilier,
- les effets personnels,
- les objets d'art et de collection en valeur déclarée,
- les objets précieux, bijoux et montres en valeur déclarée,
- la partie de l'installation électrique ou domotique qui n'est pas incorporée au bâtiment,
- les équipements professionnels.

Ne sont pas considérés comme du contenu :

- les bâtiments ou toute partie d'entre eux,
- toute chose vivante, sauf les animaux de compagnie,
- les véhicules à propulsion mécanique (autres que les équipements horticoles motorisés, buggies de golf ou véhicules pour handicapés), véhicules nautiques à moteur d'une longueur supérieure à 3,6 m, aéronefs ou aéronefs (autres que les appareils ou modèles propulsés à la main), leurs pièces détachées ou leurs accessoires,
- les valeurs mobilières, certificats et tous types de documents autres que les titres de propriété.

Dépendances

Les locaux et bâtiments séparés de l'habitation principale ainsi que des garages ou boxes utilisés à des fins personnelles et situés à une adresse différente dans la même commune.

Dépenses nettes limitées

Les indemnités payées par nous au principal, y compris les frais de procédure et les intérêts, le tout diminué des montants que nous avons pu récupérer.

Dépréciation

Réduction de la valeur d'un objet résultant directement des dommages subis par cet objet, diminuée de tous frais de réparation ou restauration.

Dommages corporels

Toute atteinte à l'intégrité physique des personnes.

Dommages indirects

Tous dommages, pertes financières, dépenses (y compris les pertes de bénéfices, de fonds commercial, de réputation, de bénéfices ou d'épargne anticipés ou toute autres pertes économiques) résultant d'une perte consécutive à un événement assuré.

Dommages matériels

Toute détérioration d'un bien, toute atteinte physique à un animal de compagnie.

Embellissements

Les ornements immobiliers ou mobiliers qui ne peuvent être détachés du bâtiment sans être détériorés ou détériorer le bâtiment, ainsi que tout revêtement de sol, de mur et de plafond collé, agrafé ou cloué, les éléments fixes de cuisines (hors électroménager) ou de salles de bains.

Ensemble

Une réunion d'objets en nombre défini et limité, constituant un tout homogène.

Entourage

L'ensemble des personnes résidant en permanence à votre habitation, à l'exception des locataires ou du personnel de maison, ainsi que vos enfants, ceux de votre conjoint non séparé de corps (ou de la personne avec qui vous vivez) habitant en dehors de chez vous pendant qu'ils poursuivent leurs études.

Envoi recommandé

Par envoi recommandé, nous entendons soit l'envoi d'une lettre recommandée à la poste, soit l'envoi d'un courrier recommandé électronique. Si l'envoi recommandé est effectué par voie électronique, cela doit être fait par un service qualifié pour les envois recommandés électroniques à savoir un service qui permet l'envoi de documents électroniques de manière sécurisée, avec une garantie de réception et d'authenticité et qui est conforme aux réglementations spécifiques en la matière – ce qui donne aux envois recommandés électroniques une valeur légale et probante équivalente à celle d'une lettre recommandée traditionnelle.

Équipement professionnel

Équipement de bureau, y compris tout ordinateur, imprimante, télécopieur, photocopieur, scanner, tablettes et téléphone portable.

Fonds de maison

Biens de consommation courante fabriqués de façon artisanale, industrielle ou manu-facturée, s'usant après quelques années de fonction et se dépréciant avec le temps.

Franchise

Montant restant à votre charge en cas de sinistre. Tous les sinistres découlant d'un même incident ou d'une même perte seront traités comme un seul et même sinistre.

Habitation

Le ou les logements privés à l'adresse ou aux adresses mentionnées aux Conditions Particulières, à l'exclusion des jardins, parcs, garages ou dépendances.

Inhabité

Inhabité par vous-même ou par toute personne que vous auriez autorisée pendant une période de 90 jours consécutifs

Invalidité permanente

Perte totale permanente de l'usage d'un membre, d'une main, d'un pied ou de la vue. Cette définition ne concerne que le Chapitre B (Contenu Général) et le Chapitre C (Objets d'art et de collection).

Matériaux durs

Pierres, briques, moellons, fer, béton, parpaings de ciment.

Mobilier

Biens, qui en plus de leur fonction d'usage, contribuent à l'ornement de votre habitation.

Moyens de paiement

Liquidités, chèques, mandats postaux, traites, voyageurs' chèques, certificats et timbres d'épargne, obligations à prime, uniquement lorsqu'ils sont détenus à des fins sociales ou personnelles.

Objets d'art et de collection

Tableaux, estampes et gravures, dessins, photographies, meubles anciens et mobilier design, tapis et tapisseries, livres et manuscrits, sculptures, objets en céramique, verre, or, argent ou plaqués et tous autres objets de collection tels que les pièces de monnaie, timbres, médailles, bouteilles de vin ou armes vous appartenant et dont vous êtes juridiquement responsable. Les objets précieux, bijoux et montres ainsi que les lingots d'or sont exclus de la définition des objets d'art et de collection.

Objets précieux, bijoux et montres

Pierres précieuses, perles, montres ou objets en or, argent ou tous autres métaux précieux ou semi-précieux et/ou les objets dans lesquels ils sont insérés, destinés à être portés par une personne.

Parents proches

Mère, père, sœur, frère, épouse, époux, fille, fils, grands-parents, petit-fils, petite-fille, belle-mère, beau-père, gendre, bru, belle-sœur, beau-frère, belle-fille, beau-fils, demi-sœur, demi-frère, enfant adopté, pupille, tuteur, partenaire, fiancée ou fiancé.

Période d'assurance

Le contrat est conclu pour la durée prévue aux conditions particulières, avec un maximum d'1 an.

A la fin de chaque période d'assurance, le contrat se renouvelle tacitement pour une durée d'1 an sauf si une des parties résilie le contrat

Personnel de maison

Toute personne effectuant pour vous des tâches domestiques et employées par vous en vertu d'un contrat de service ou en tant que travailleur indépendant ou sous votre direction et supervision, de même que jusqu'à cinq personnes employées par vous dans le cadre de vos activités professionnelles à domicile.

Perte

Toutes pertes matérielles et disparitions à condition qu'elles soient incertaines.

Propriété

Les bâtiments et terrains afférents à l'adresse ou aux adresses précisées aux Conditions Particulières.

Raisonnable

Doit être tenu pour raisonnable au titre du présent contrat ce que des personnes de bonne foi placées dans la même situation que vous regarderaient comme raisonnable eu égard notamment aux circonstances et à leur cadre de vie.

Reconstruction à neuf

La reconstruction à l'identique, avec des matériaux, techniques et usages du moment de manière à ce que les bâtiments présentent après sinistre des qualités équivalentes aux qualités initiales, y compris les honoraires d'architectes, de coordinateurs de sécurité ou de bureaux d'étude ainsi que, s'ils ne sont pas fiscalement récupérables ou déductibles, les taxes et droits généralement quelconques.

Recours des locataires

La responsabilité contractuelle que vous encourez pour les dommages causés aux locataires à la suite d'un sinistre résultant d'un vice de construction ou d'un défaut du bâtiment en vertu de l'article 1721 de l'ancien Code Civil.

Recours des tiers

La responsabilité que vous encourez en vertu des articles 1382 à 1386bis de l'ancien Code Civil pour les dommages aux biens causés par un sinistre garanti se communiquant à des biens qui sont la propriété de tiers, y compris les hôtes.

Remplacement à neuf

Le prix coûtant de la reconstitution à neuf, y compris, s'ils ne sont pas fiscalement récupérables ou déductibles, les taxes et droits généralement quelconques.

Responsabilité locative

La responsabilité pour les dégâts que vous encourez en tant que locataire vis-à-vis du bailleur ou du propriétaire du bâtiment, en vertu des articles 1302, 1732, 1733 et 1735 de l'ancien Code Civil.

Tâches domestiques

Toutes tâches concernant votre propriété, l'une quelconque de vos résidences provisoires ou l'un quelconque de vos véhicules (effectuées en tant que chauffeur ou à un autre titre) au service des personnes de votre entourage, de même que les tâches des employés qui fournissent des soins personnels à un membre de votre entourage.

Solidarité

Les preneurs signataires d'un même contrat sont tenus, chacun pour le tout, de respecter l'ensemble des engagements qui découlent du contrat.

Sanctions légales

La garantie octroyée par le présent contrat d'assurance reste toujours soumise aux stipulations de droit impératif émises par des autorités nationales, internationales ou supranationales et ayant un effet direct sur les prestations d'assurance et par lesquelles des sanctions, restrictions ou prohibitions sont imposées.

Notre droit à subrogation

Nous nous substituons à vous, à concurrence de l'indemnité payée et dans le respect des conditions prévues par la loi, dans l'exercice de vos droits et actions à l'encontre de tout tiers responsable des dommages.

Terrorisme

Une action ou une menace d'action organisée dans la clandestinité à des fins idéologiques, politiques, ethniques ou religieuses, exécutée individuellement ou en groupe et attentant à des personnes ou détruisant partiellement ou totalement la valeur économique d'un bien matériel ou immatériel, soit en vue d'impressionner le public, de créer un climat d'insécurité ou de faire pression sur les autorités, soit en vue d'entraver la circulation et le fonctionnement normal d'un service ou d'une entreprise.

Tiers

Toutes personnes autres que vous-même ou l'un des membres de votre entourage. Pour l'assurance RC Vie Privée vos enfants mineurs sont également considérés comme des tiers lorsqu'ils sont victime de dommages résultant de lésions corporelles causés par des enfants mineurs de tiers sous votre garde.

Valeur agréée

Valeur convenue d'un commun accord avec vous comme étant la valeur exacte servant de base au règlement de l'indemnité en cas de sinistre. Sous réserve d'authenticité, nous nous interdisons de la contester.

La valeur agréée est pérenne dans le temps : vous avez, avec notre accord, la faculté de la faire librement évoluer en fonction du marché, par avenant au contrat. Les capitaux ne sont pas indexés.

Valeur déclarée

Valeur fixée d'après vos déclarations. Elle n'est ni une preuve, ni une présomption de preuve de la valeur ou de l'existence de l'objet mais constitue la limite de notre engagement. En cas de sinistre, il vous appartient de faire la preuve de l'existence, de la valeur et de l'authenticité de l'objet perdu ou endommagé.

Valeur de marché

Valeur à laquelle il est raisonnable de penser que l'objet perdu ou endommagé serait remplacé immédiatement avant la date de la perte.

Valeur de remplacement

Prix pour remplacer l'objet assuré par un objet de même nature et dans un état comparable.

Vétusté

Dépréciation résultant de l'usage et du temps.

Vol aggravé

Cambriolage au cours duquel le ou les intrus se sont rendus coupables d'agression physique envers vous ou un membre de votre entourage.

